

OD. No. 909

VVV

Naam Communisme in Spanje

### Zie ook:

## Prostitution

ACD/O. dossier:

# COMMUNISME IN SPANJE

**DOSSIERNo.: OD 909**

NAAM: Communisme in Spanje

# MINUTENBLAD

DOSSIER No. OD 909

NAAM: Communisme in Spanje

1. Ingezien in verband met IZQUIERDO. (CO 73103). Niet identiek.  
Opleggen. C VIII. 7.12.49

3

2DE KWALITEIT

RAPPORT VAN KB

AAN HB B III

No.: 3616

Betr.: STUKKEN DER SPAANSE COMMUNISTISCHE PARTIJ.

---

10 DEC. 1951

6.15  
09.26.

ACD/125159

N

OP KAART
ACD/HB
DAI: 95.152
PAR: 4

Bijgaand doe ik U een aantal stukken toekomen,  
naar de inhoud waarvan ik kortheidshalve moge verwijzen.

KB, 10 December 1951

125159

AU COMITE GENERAL DU PARTI  
COMMUNISTE HOLLANDAIS.

28 Octobre 1951

Chers camarades :

Nous vous envoyons ,ci-joint un exemplaire des deux derniers numéros de l'organe de notre Parti, édite à Madrid et le texte de l'appel lancé par le Secrétariat du Parti Socialiste Unifié de Catalogne, le Parti des Communistes catalans ,exigeant que soient respectées la vie et la liberté des 34 militants ouvriers catalans ,arrêtés récemment par la police franquiste .

Nous ne croyons pas nécessaire repeter les données d'informations & et les considerations sur la signification du procès que tente le franquisme contre ces 34 heroiques combattants communistes ,puisque dans "Mundo Obrero" et dans cet appel il est très largement question de celui-ci.

Nous voulons tout de même vous dire que la vie de nos 34 camarades sont en très grand danger. Le franquisme veut coute que coute éviter l'action solidaire de la classe ouvrière ,des masses démocratiques et des puissantes forces de Paix dans tous les pays; il veut éviter que les peuples du monde manifestent une fois de plus ,comme ils le firent pendant les grèves et les manifestations de masses des mois de Mars et Mai de cette année, sa haine au franquisme ,son appui sans condition à la lutte du peuple espagnol, lutte qui est une partie inseparable du grand combat de tous les peuples pour la Paix et la sécurité .

Pour cela le franquisme accélère ses préparatifs pour l'assassinat brutal de nos camarades. Les nouvelles reçues dernièrement indiquent que l'espace de temps que nous avons pour agir est court/ La vie de ces héros combattants communistes dépend de la rapidité avec laquelle se mobilisent pour exiger qu'elle soit respectée ,les puissantes forces de la classe ouvrière et des masses démocratiques et antifranquistes ,non seulement en Catalogne et dans toute l'Espagne ,mais dans le monde entier.

Nous savons ,chers camarades ,le profond respect que la classe ouvrière et le peuple de votre pays ressentent pour la cause de la liberté et l'indépendance d'Espagne et nous sommes sûrs qu'aussitôt que se connaîtront les faits et les besoins d'agir sans perdre une minute, leur protestation la plus énergique se fera sentir,tant devant les représentants diplomatiques du gouvernement franquiste ,comme devant l'Assemblée des Nations Unies.

De notre part,nous vous tiendrons au courant de toutes les nouvelles que nous recevrons de nos héros camarades et nous vous prions de nous informer chaque fois qu'il sera possible ,sur les activités réalisées dans votre pays ,pour pouvoir les porter à la connaissance de la classe ouvrière et des masses antifranquistes de notre pays ,à travers la presse et la radio clandestine et par tous les moyens à notre portée.  
(Vos informations pourraient être envoyées à "L'Humanité")

Recever ,chers camarades, nos salutations fraternelles.

DEFENDONS LA VIE ET LA LIBERTE DES 34 MILITANTS OUVRIERS , DIRIGEANTS DE LA GREVE GENERALE ET DES MANIFESTATIONS ANTIFRANQUISTES DU MOIS DE MARS A BARCELONNE !

Declaration du Secretariat du Parti Socialiste Unifie de Catalogne

A la classe ouvrière et au peuple de Catalogne et de toute l'Espagne!  
A l'opinion démocratique mondiale!

La police franquiste a arrêté à Barcelonne ,dans les derniers jours du mois de Juillet, 34 militants ouvriers ,membres du Parti Socialiste Unifié de Catalogne,dirigeants de la grève générale et des manifestations de masses pour la Paix ,le pain et la liberté qui ont eu lieu à Barcelonne et dans d'autres villes voisines ,dans la première quinzaine de Mars et qui se sont étendues ensuite en Euskadi , Navarre et Madrid.

Pendant plus d'un mois ils ont été brutalement torturés dans les geôles du Commissariat General de Barcelonne et finalement soumis à une parodie de procès -sans aucune garantie juridique- moyennant lequel des juges militaires franquistes ,sont chargés de "légaliser" l'assassinat. Le régime franquiste veut se venger, avec l'assassinat de ces patriotes d'avant-garde ,communistes ,de la grève générale de la classe ouvrière et du peuple de Barcelonne qui a montré le précaire d'un régime héréditaire tout le peuple et qui, grâce seulement à la terreur et à l'aide anglo-américaine ,peut se maintenir au pouvoir . Il veut se venger de ce grandiose mouvement populaire qui a rendu les masses conscientes de la possibilité de renverser le franquisme moyennant l'union dans la lutte des forces antifranquistes ,démocratiques et nationales qui existent et se développent dans tout le pays.

Le régime de Franco s'est senti sur le point de tomber et il se vantait de l'aide que les incendiaires de guerre se sont empressés de lui donner à travers le Pacte Militaire Franco-Truman ,pour renforcer la terreur contre tous les démocrates espagnols sans distinction de tendances ou condition sociale ,contre tous les partisans de la Paix, contre tous ceux qui n'admettent pas et ne se résignent pas à la perte de l'indépendance et souveraineté nationale de notre Patrie.

En la personne de ces 34 militants de Parti Socialiste Unifié de Catalogne ,le régime franquiste prétend verser sa haine contre le prolétariat et le peuple catalan, contre les ouvriers ,employés et fonctionnaires qui ont fait la grève générale ,contre les artisans et bourgeois démocrates et antifranquistes qui l'ont appuyé.

En leurs personnes ,ils prétendent se venger des travailleurs et du peuple de Euskadi , de Navarre et de Madrid ,qui ont étendu à toute l'Espagne la protestation antifranquiste que Barcelonne commença. Le franquisme prétend paralysier la lutte sacrée pour l'indépendance nationale et la démocratie ,de tout le peuple ,des ouvriers et paysans ,des intellectuels ,industriels et commerçants ,lutte dans laquelle la grève de Barcelonne a initié une nouvelle étape ,l'étape du renversement du régime fasciste et du rétablissement d'un régime nouveau de paix ,de démocratie et d'indépendance nationale . Le régime prétend étouffer dans le sang cette lutte moyennant l'assassinat monstrueux des 34 militants de la classe ouvrière de Catalogne.

Face aux bourreaux qui les torturaient et de ceux qui doivent les juger, le dirigeant du Parti Socialiste Unifié de Catalogne ,Lopez

--

RAIMUNDO et les autres camarades ont proclamé, avec orgueil que le Parti Socialiste Unifié de Catalogne se fait politiquement responsable de la grève générale et ont maintenu, héroïquement, le droit du peuple à s'unir et à s'organiser pour la lutte contre la guerre et la misère, pour la paix, le pain, la démocratie et l'indépendance nationale d'Espagne. Le Secrétariat du P.S.U. de C. au nom de tout le Parti, salue la valeureuse attitude de Lopez Raimundo et ses camarades, dignes de la classe ouvrière et du peuple de Catalogne, dignes de communistes éduqués par la grande camarade Dolores IBARRURI, dans le patriotisme, le plus pur intransigeant devant les sbirres franquiste, conséquemment fidèles à notre classe et à notre peuple.

Le Secrétariat du P.S.U. de C. salue toutes les initiatives et activités entreprises déjà par la classe ouvrière et le peuple de Catalogne, en aide aux familles et en défense de la vie et de la liberté des 34 héroïques militants et appelle à renforcer et à développer l'action dans les usines, dans les mines et ports, dans les universités et autres centres culturels, dans les villes et villages, en faisant signer des résolutions, en organisant des protestations et des grèves partielles en nommant des délégués, en développant les diverses initiatives des masses et en agissant conséquemment, aussi unis que possible, pour faire sentir aux assassins franquistes, tout le poids de la volonté de la classe ouvrière et du peuple, en défense de la vie et la liberté de leurs camarades et dirigeants.

Le danger qui menace ces héroïques combattants est grand. Franco et sa Falange, apeurés par le mouvement de protestation qui s'étend en Catalogne, les ont fait transporter en secret au bagne d'Oceania, pour les isoler de leurs propres camarades de combat, réaliser rapidement le Conseil de guerre puis les assassiner lâchement. En dénonçant ce fait le Secrétariat du P.S.U. de Catalogne appelle les travailleurs et le peuple catalan à redoubler d'efforts et exprime sa ferme conviction et assurance que les travailleurs et peuple castillans et de toute l'Espagne apporteront leur solidarité active et défendront les 34 dirigeants ouvriers de Catalogne, pour tous ensemble, obliger les sbirres franquistes à respecter leur vie et leur liberté.

Assez de terreur franquiste! Assez de tortures et d'assassinats!

Le Secrétariat du Parti Socialiste Unifié de Catalogne dénonce les buts criminels du franquisme envers ces 34 militants ouvriers, devant la conscience, et l'opinion publique mondiale, devant tous les hommes et femmes épris de paix, de démocratie qui, vivement émotionnés comprennent et saluent la haute valeur de la grève générale de Barcelone, pour la Paix et la démocratie mondiales et les appelle à unir leur protestation et leur action à celle du peuple de Catalogne et de toute l'Espagne, à aider, moyennant leurs résolutions de protestation à arrêter la main du bourreau et exiger, avec tous les espagnols dignes et patriotes le respect de leur vie et de leur liberté.

# Mundo Obrero

PROLETARIOS DE TODOS LOS PAISES UNIDOS!

ORGANO DEL COMITE CENTRAL DEL PARTIDO COMUNISTA DE ESPAÑA

MADEID, 1 de Octubre de 1951

## ESPAÑOLES ESCUCHAD RADIO ESPAÑA INDEPENDIENTE (Estación Prensa)

Emitido diariamente, a partir de las 7,30 de la tarde hasta la 1 de la madrugada, con un breve intervalo de dos minutos cada media hora, por ondas cortas de 26,5 - 29 - 31,5 - 32 - 35 y 41,5 metros.

## La lucha del pueblo español contra el franquismo

Por DOLORES IBARRURI

(Este trascendental artículo ha sido publicado en la revista «Bolchevique», órgano teórico del Comité Central del Partido Comunista (b) de la Unión Soviética, y transmitido por Radio España Independiente, de cuya emisora lo ha tomado a oídos MUNDO OBRERO.)

Las grandes huelgas y manifestaciones de meses que en los últimos tiempos se han desarrollado en diversas ciudades y regiones españolas, especialmente en Cataluña, donde comenzaron estas huelgas, han asustado un serio golpe al franquismo y han abierto el camino para el desarrollo de nuevas acciones contra el régimen y por la democratización de España.

Y no es posible no ver una estrecha relación entre la situación creada el régimen franquista por estas luchas, y el apresamiento de los Estados Unidos a establecer un pacto militar con el gobierno del general Franco, con el fin de reforzar la autoridad de éste y de impedir su caída.

Los incendiarios de guerra necesitan del general Franco para hacer de España una base militar, un punto de apoyo estratégico en el desarrollo de sus planes de agresión; necesitan también de las materias primas que existen en España, entre ellas los minerales de valor estratégico como el wolfram, el zinc, el estaño, el mercurio, el plomo y el mineral de hierro, cuya exportación a los Estados Unidos está ya realizándose. Necesitan del régimen fascista, porque una España desacreditada, una España con un gobierno ciego de su soberanía y de la independencia nacional, una España en la cual el pueblo pueda expresar libremente su voluntad, no aceptaría transformarse en una colonia yanqui, ni toleraría que ninguna potencia extranjera pretendiese servirse del territorio español como trampolín para la agresión a la Unión Soviética y a las Democracias Populares, hacia las cuales el pueblo español sólo tiene motivos de agradecimiento.

Los Estados Unidos han venido preparando de una manera sádica y hipócrita la incorporación de la España franquista a la nueva santa alianza de los incendiarios de guerra, y con ellos sus aliados franceses e ingleses. Pero querían que esta incorporación se realizase de un modo natural, por el propio peso de las circunstancias y sin que ellos apareciesen forzando la situación, ya que de otra manera toda la hipocresía y la falsedad de su propaganda en relación con los pretendidos objetivos del bloque Atlántico de defensa



de la libertad y de la democracia quedarían al descubierto.

Solo cuando han sentido el pueblo español vivo, en pie, dispuesto a la lucha contra el régimen franquista, han forzado la situación, arrojando la careta, aparecen dispuestos abiertamente a pelear con Franco y a consolidar el régimen fascista en España.

En el camino hacia la incorporación de España al círculo de los países agresores, los imperialistas angloamericanos se han servido de los dirigentes socialistas como apedradores contra la resistencia republicana. Estos dirigentes socialistas, encabezados por Trifón Gómez e Indalecio Prieto, han tratado de crear en el pueblo español el sentimiento derrotista de la imposibilidad de la recuperación de la República. Los dirigentes socialistas han luchado por destruir las instituciones representativas de la República en el exilio con el argumento de que la existencia de estas instituciones, tales como el gobierno republicano y la representación del Parlamento, obstaculizaba la solución del problema español. Al mismo tiempo, han expuesto reiteradamente en su prensa y en sus discursos la opinión de que España debía participar en el plan Marshall y en el bloque occidental, declarando que sólo los americanos podían resolver el problema español.

En un discurso pronunciado por el entonces presidente del Partido Socialista Español, Indalecio Prieto, en una asamblea del citado Partido celebrada en Toulouse en marzo de 1947, el líder socialista dijo lo siguiente: «Si nos concediesen la República, votaríamos que torturárnos los sesos para recuperarla. No nos la conceden. Camino no hay otro que el de servir los deseos de las potencias occidentales, rediciéndonos a lo que dichas potencias quieren concedernos».

Con este criterio han trabajado rabiosamente para impedir la unidad de las fuerzas democráticas y republicanas y justificar, con la división del campo popular, la política de protección al franquismo y la falsedad de su propaganda en relación con los pretendidos objetivos del bloque Atlántico de defensa

Jugando con sutilezas casuísticas se abogados del diablo y apoyándose en el punto de vista reaccionario de que la fuerza hace el derecho, los dirigentes socialistas han tratado de demostrar la falta de base jurídica de la legitimidad republicana, aceptando como un hecho irrefutable la existencia del régimen fascista del general Franco, y llegan a la conclusión de que en España no hay alternativa democrática al actual régimen. Con ello tratan de justificar su pacto con los monárquicos y su disposición a servir a los imperialistas.

No ha sido procedimiento, por indigno que fuese, al que no hayan recurrido los dirigentes socialistas españoles para hacer pasar la política americana en el campo republicano español en la emigración y en el país. Chantajes, amenazas, promesas, delaciones, especialmente en Francia, donde contaban con el apoyo de Jules Moch, los dirigentes socialistas españoles se han especializado en los servicios policiales y en la delegación contra los comunistas. Porque los comunistas eran los únicos que se oponían a su política entreguista; porque los comunistas eran los que ponían en guardia a los trabajadores sobre los verdaderos objetivos de la propaganda socialista a favor de los americanos; porque los comunistas eran quienes mente-

nian vivo el espíritu republicano y antifranquista en la emigración en el país.

El gobierno francés, en el que habían varios ministros socialistas, denunció la deportación de los comunistas españoles que estaban en Francia, al mismo tiempo que preparaba el intercambio de embajadores con la España franquista. Fue prohibida toda actividad de los comunistas españoles en Francia y suprimida su prensa, que en ningún momento se mezcló en los asuntos internos franceses, estando dedicada íntegramente a la lucha contra el régimen fascista español.

Amorzadas los comunistas, impossibilitados de hablar y de actuar, y con plena libertad de acción los socialistas y anarquistas, sus dirigentes se dedicaron a volcar sobre los comunistas todo género de infamias, mientras se ofrecían a los americanos con servilismo repugnante. Los jefes enerquistas declaraban que entre Franco y los comunistas ellos preferían a Franco; los dirigentes socialistas afirmaban que ellos eran más anticomunistas que Franco y que estaban en mejores condiciones que el gobierno franquista para realizar en España la política anticomunista y negativa que necessitaban los americanos.

La decisión de la O.N.U. en favor de Franco no rompió la moral de las masas

En este clima, la realización de los planes americanos respecto a Franco era muy fácil. Ellos podían esgrimir como argumentación a su favor, los propios argumentos de los dirigentes socialistas y enerquistas, encabezados por Trifón Gómez e Indalecio Prieto, han tratado de crear en el pueblo español el sentimiento derrotista de la imposibilidad de la recuperación de la República. Los dirigentes socialistas han luchado por destruir las instituciones representativas de la República en el exilio con el argumento de que la existencia de estas instituciones, tales como el gobierno republicano y la representación del Parlamento, obstaculizaba la solución del problema español. Al mismo tiempo, han expuesto reiteradamente en su prensa y en sus discursos la opinión de que España debía participar en el plan Marshall y en el bloque occidental, declarando que sólo los americanos podían resolver el problema español.

En la O.N.U., la mayoría yanqui, liberada de escrupulos por la complicidad socialista, votaba por el levantamiento de las sanciones contra la España franquista. Inglaterra y Francia, que hubieran podido impedir la aprobación de estas resoluciones, que herían profundamente el pueblo español, se abstuvieron en la votación, pese a haber sido firmantes del acuerdo de Potsdam, donde se residenciaba el régimen español por su origen y carácter fascista.

Con el levantamiento de las sanciones al franquismo, los imperialistas americanos y sus lacayos pretendieron asentar un golpe de conciencia? No; porque sabían que la votación estaba asegurada a favor de Franco. La abstención de los enerquistas, en cierta manera guardó silencio, y continúo especulando ante las mesas trabajadoras de sus respectivos países con su enemigo hacia el régimen franquista. A quienes engañaban estas argucias diplomáticas era el pueblo español.

Los masas trabajadoras españolas sabían ya del filisteísmo de no para la recuperación de la República, los representantes de los países árabes, y les hizo comprender que eran demócratas y de su actitud la solución del problema español no

dependía de la «ayuda» americana o inglesa, como durante varios años han venido argumentando los líderes socialistas, sino de la propia lucha del pueblo español, sostenido y apoyado por la solidaridad activa del campo de la paz y de la democracia, encabezada por la Unión Soviética.

En las semanas que siguieron al levantamiento de las sanciones contra el régimen franquista, la España oficial, que hasta entonces había vivido en constante sobresalto, sintiendo que el mundo le fallecía bajo los pies cada vez que un delegado soviético o un representante de las democracias populares se levantaba en la O.N.U. a defender los derechos del pueblo español y a estigmatizar el régimen fascista del general Franco, por primera vez, después del hundimiento del hitlerismo, pudo dormir tranquilo. No inquietaba ya su sueño la amenaza de bloqueo económico que proponían los delegados soviéticos y representantes de las democracias populares, y que en un brevísimo espacio de tiempo hubiera podido sacar con el régimen del general Franco. Los incendiarios degenerados angloamericanos públicamente habían hecho la opción: preferían una España fascista a una España democrática.

Ceñido y severo, apretando los dientes y crispando los puños, el pueblo observaba el júbilo de sus verdugos. Y maldecía a los gobernantes americanos, a los ingleses y a los franceses, con odio y con asco. Y pensaba: pensaba que la alegría de los tiranos cuesta siempre al pueblo lágrimas de sangre; pensaba qué nuevos males, qué nuevos sufrimientos le asechaban tras las bambalinas del escenario donde se glorificaba a los yanquis, a los mismos que condujeron a España a la guerra de Cuba, a los mismos que quisieron borrar hasta el nombre de España de las islas del Pacífico que los españoles habían incorporado a la civilización y a la cultura universal.

Ante el ofrecimiento de los críticos americanos que siguió el levantamiento de las sanciones, Franco anunció la liberación de los precios y el fin de la miseria y de las restricciones. Pero la mentira tiene patas cortas; no puede ir muy lejos. El pueblo empezó a comprender muy rápidamente al significado de la «amistad» americana con la camarilla franquista.

A los pocos días de las declaraciones de Franco y del ministro de Industria y Comercio sobre la iniciación de una nueva era de prosperidad y de abundancia, los precios de los productos esenciales para la población se elevaron en proporciones escandalosas. El arroz, de 10 pesetas el kilo, pasó a 13 y 14; en 1936, el kilo de arroz valía 0,80 ptas.; los garbanzos y las judías se elevaron en la misma proporción. El aceite de oliva desapareció de la circulación y lo que había a la venta sólo podía comprarse los millones. El aceite en 1936 costaba el litro 1,80; ahora se vende a 35 y 40 pesetas el litro. El tocino, que en 1936 se vendía a 2,50 el kilo, hoy se debe pagar por él 50 y 60 ptas. El kilo. La carne, que en 1936 costaba 4 pesetas, hoy se paga a 70 ptas. El

metro de tela de algodón, que en e industriales, a incluso sobre todo en 1936 costaba 0,80 o 1,20 ptas. El metro de la burguesía económicamente más avanzada, en el mes de julio del pasado año costaba en España 14 ptas.; después del levantamiento de las senciones al régimen franquista, se elevó a 30 ptas. metro. Los precios de los demás subieron en ese mismo período de 150 pesetas a 200. El incremento aumentó en un 50 por ciento.

Pero lo más escandaloso ocurrió con el pan. El pan es desde que existe el régimen franquista un artículo de lujo para los trabajadores. El racionamiento de pan es hoy en España de 100 a 150 gramos para los trabajadores; pero no de pan blanco, sino de una mezcla incomible de harinas que nunca se usaron en España en la fabricación del pan.

El gobierno franquista a último del año pasado organizó con el pan una gran estafa nacional. Se dictó una disposición por la cual se establecía que todo aquél que quisiese comer pan blanco y a placer podía hacerlo pagando por anticipado al gobierno el precio del pan que necesitase durante el año y el gobierno le reservaría la cantidad de trigo necesaria para ello. El kilo de pan se estableció a 7,50, precio gubernamental; en 1936 el kilo de pan costaba 0,65 ptas. En tales condiciones, ni una sola familia obrera que vive muriéndose, con el mequino salario de cada día, tiene acceso al pan porque no cuenta con las suficientes reservas monetarias para comprar el trigo necesario. De esta manera, el pan, que ha sido tradicionalmente la base de la alimentación popular, es hoy un manjar reservado a los privilegiados de la fortuna, mientras los obreros y la población en general continúan con los 100 o 150 gramos del racionamiento.

Al comprar los salarios de los obreros y los precios actuales de los productos de amplio consumo nacional, con los que existían en 1936 -el salario medio de un obrero en 1936 era de 10 pesetas, hoy es de 14 a 18-, puede comprenderse la extraordinaria miseria a que el régimen fascista del general Franco ha conducido al pueblo español.

A la elevación del precio de los artículos de amplio consumo nacional, ya de por sí excesivamente caros, en el breve espacio de tiempo que va de noviembre del año pasado a febrero de este año, se añadió el aumento de las tarifas de los servicios públicos: del agua, del gas, de la electricidad, de los alquileres y del transporte. El gobierno franquista, respaldado por los imperialistas americanos y en cumplimiento de los encargos de guerra de estos, cargaba sobre la población el peso de los gastos que se veía obligado a hacer en cumplimiento de las órdenes de los incendiarios de guerra. El pueblo español sentía en sus espaldas lo que significaba la "amistad" de los Estados Unidos con el gobierno franquista.

La brusca subida de precios repercutió inmediatamente en las familias obreras, sobre los campesinos y en la economía de la clase media, de los pequeños comerciantes

es donde se han iniciado las protestas contra la política de miseria y de guerra del franquismo, por la existencia en esta región de una clase obrera de tradición revolucionaria, y de un problema nacional vivo, pendiente, agudizado por la oposición.

Este radicalización de las masas de la pequeña burguesía y de la clase media produce seria preocupación, no sólo en los círculos gubernamentales, que constantemente se dirigen a ellas tratando de asustarlas con el peligro del comunismo, sino también en los círculos reactionarios extranjeros y en el Vaticano, que extienden sus maniobras para impedir una salida democrática a la situación.

Ello produjo una exacerbación del descontento y de la indignación de estas fuerzas que han comenzado a solidarizarse con el pueblo y entre ellas se ha iniciado una radicalización que, aunque lentamente y todavía con muchas vacilaciones y titubos, las va colocando en el terreno de la oposición y de la lucha contra el régimen franquista.

Esto, que ocurre de una manera general en toda España, se da con particular agudeza en Cataluña, que

## Estallido de la indignación popular

¡Qué es lo que ha producido el estallido de la indignación popular el cual se produjeron algunos incidentes. En algunos lugares se ha lanzado a la calle en protesta tumultuaria en Cataluña a más de medio millón de hombres y mujeres, llenando de confusión a los que consideraban que el pueblo español no podría levantarse de la postura en que le sumió la terrible y sanguinaria represión fascista?

Aparentemente, el aumento del precio de las tarifas de transporte de los trenvías, que gravaba duramente el presupuesto de la clase obrera y de las clases modestas en general. Pero el fondo de la protesta era el odio hacia el régimen,

la amargura, la rabia acumulada en 12 años de falta de libertad, 12 años de terror, de persecuciones policiales, de privaciones, de miseria, de descenso constante del nivel de vida; 12 años de resistencia pasiva esperanza de la ocasión propicia para la lucha.

El aumento de las tarifas del transporte fué la gota que colmó el vaso de la paciencia popular. Iniciada la protesta contra el aumento por los estudiantes -y esto es bien significativo, teniendo en cuenta el origen social de éstos-, toda la población secundó unánimemente esta protesta.

El boicot comenzó pacíficamente en la última semana de febrero. Pero en el transcurso de los días la protesta fué adquiriendo violencia. Se atacaba a los tranvías y a los autobuses que circulaban con la policía y ésta dispara contra el pueblo. Fueron volcados e incendiados algunos coches de servicios oficiales, se quemaron kioscos donde se vendía la prensa fascista y se arrojaron líquidos inflamables contra el Ayuntamiento, en el

que se interesante destaca el hecho de que en una Cataluña donde el anarquismo y el nacionalismo tienen una fuerza predominante entre la clase obrera, se

rebelan en imponentes manifestaciones decenas de miles de obreros, de trabajadores de tendencias anarcosindicalistas y grupos de la clase media y pequeña burguesía nacionalsocialistas. Sólo al Partido Socialista Unificado vieron los trabajadores fundido con ellos, estimulándoles en la protesta; sólo la propaganda del Partido Socialista Unificado llamaba al pueblo catalán a la resistencia y a la lucha, recogiendo e interpretando los sentimientos de la clase obrera y del pueblo de Cataluña.

El llamamiento a la huelga de protesta contra la política franquista, hecho por el Partido Socialista Unificado en el transcurso del boicot a los trenvías, no oyó en el vacío. El día 12 de marzo, un semana después de haber terminado el boicot, los trabajadores catalanes abandonaron el trabajo, declarándose en Barcelona la huelga general. Las industrias fundamentales fueron paralizadas; cerraron los comercios y oficinas, pequeñas y grandes; se suspendieron las comunicaciones telefónicas y los espectáculos públicos; se suspendió el transporte y hasta los locutores de la radio cesaron su actividad.

En el desarrollo de los sucesos, los choques entre la policía y la población produjeron varios muertos y numerosos heridos.

El boicot duró desde el 24 de febrero hasta el 5 de marzo, en cuya fecha las autoridades se vieron obligadas a publicar una disposición anulando el aumento de las tarifas y restableciendo los antiguos precios.

Pero esto no calmó la efervescencia de las masas, que en su propia experiencia habían aprendido en unas horas, después de 12 años de espera, que la lucha era posible aun en las peores condiciones, y que el franquismo no podía impedir este lucha cuando el pueblo, y sobre todo cuando la clase obrera, están decididos a defender su derecho a vivir.

En el transcurso de los acontecimientos, el Partido Socialista Unificado de Cataluña -Partido de los comunistas catalanes, denominado así después de la fusión en 1936 del Partido Comunista de Cataluña con diferentes pequeños partidos demócratas obreros de tendencias anarcosindicalistas y socialistas-, realizó un gran trabajo de agitación entre las masas, llenándolas a la preparación de la huelga de protesta contra la política de miseria y de guerra del franquismo.

Y es interesante destacar el hecho de que en una Cataluña donde el anarquismo y el nacionalismo tienen una fuerza predominante entre la clase obrera, se

oponen hoy al examinar los resultados de la huelga: ¿Por qué no se plantearon las reivindicaciones democráticas fundamentales, tales como la exigencia del derecho de asociación, de reunión, de prensa; la suspensión de la intervención monopolista fascista en la industria y en el comercio; la libertad de comercio para los campesinos y la unidad de los obreros con los campesinos para la lucha por la defensa de sus intereses vitales?

¿Por qué, cuando las masas estaban en la calle, no se planteó la ocupación de las fábricas, la liberación de los presos, la toma de los edificios oficiales y la fraternización con los soldados, cuando éstos estaban a la expectativa y con una actitud de simpatía hacia el pueblo?

¿Por qué no se planteó la continución de la lucha y la formación de comités revolucionarios compuestos por representantes de todas las fuerzas para nuevas luchas?

## Los planes de la Iglesia, de la aristocracia y de la gran burguesía

La catástrofica política seguida por el franquismo en estos 12 años de reinado absoluto de una camarilla de aventureros y de criminales, ha ido alejando también de la órbita franquista a ciertas capas de la burguesía y de la aristocracia que, aun estando conformes con la política de opresión y de explotación de las masas por los más representantes del franquismo, no están de acuerdo con la administración de los asuntos del Estado res-

pondiendo en pie su apoyo repressivo, su política exterior de apedreados a los imperialistas yanquis y de disposición a servir los planes de los incendiarios de guerra.

La primera en iniciar un viraje en este sentido ha sido la Iglesia, que conociendo por su cercanía a las masas populares el estado de ánimo de éstas, trata de aparecer como su defensora y de canalizar su descontento, apareciendo en cierta manera como no totalmente de acuerdo con algunos de los aspectos de la política franquista, incluso pidiendo la libertad de prensa, naturalmente que no de la prensa democrática. Pero el hecho es sintomático en gentes que tradicionalmente han mantenido una enemiga feroces a la libertad de expresión y que a hora quieren aparecer como demócratas.

Jerarcías eclesiásticas como el Arzobispo de Sevilla y el de Baleares, los obispos de Valencia, de Granada y Tarragona, han expuesto en diferentes pastorales sus opiniones sobre la necesidad del ejercicio de la caridad para aliviar los sufrimientos de los pobres, de respetar los derechos humanos, de liberar la industria y el comercio del control estatal, permitiendo el desarrollo de la libre iniciativa como base de la prosperidad de los pueblos.

De una manera suave, jesuitas, exponen su disconformidad con la política interna del gobierno, y esto, independientemente de sus propósitos, contribuye a debilitar al régimen y a reforzar los grupos de oposición.

En el desarrollo de los planes de la Iglesia, que no son sólo de la Iglesia española, sino del Vaticano y de la aristocracia y gran burguesía, orientados a salvar la dominación reactionaria fascista en España y frenar la radicalización de las masas, la Iglesia ha constituido, con la tolerancia del gobierno, organizaciones obreras pseudoindependientes e iniciado la publicación del periódico semanal "Tú", en el que de una manera violentamente didáctica se exponen aspectos parciales de la situación de las masas trabajadoras, pero sin atacar las causas de tal situación. Incluso han tratado de presentarse como víctimas del régimen y han llegado a la suspensión temporal del periódico, pretextando que no tenían suficiente libertad para decir lo que ellos necesitaban decir.

En los planes de la Iglesia y de las fuerzas burguesas que actuán tras de ella, está el constituir ante la eventualidad de un cambio de situación en España, un gran partido demócratacristiano, parecido al italiano, con una base social obrera y campesina, recogiendo las antiguas organizaciones agrarias y grupos obreros católicos y apoyándose en el movimiento nacionalista de Euskadi, cuyos dirigentes, que se encuentran en la emigración, son católicos bien conocidos y gozan de un falso prestigio de demócratas, y que no son ni extraños ni ajenos a estos planes de orientación vaticana-imperialista.

En la huelga de Vizcaya y en la

lizada por los franquistas, cuyos procedimientos bárbaros y especulativos, en orden al enriquecimiento personal de cada uno de ellos, han colocado al país al borde del abismo.

Por diferentes medios, por diferentes procedimientos, ninguno de ellos democrático, sobre todo orientándose hacia una restauración monárquica, tratan estas fuerzas de salvar la situación, prescindiendo de Franco si es posible, pero mente-

llan. Huelga blanca de Madrid, los trabajadores han sentido claramente la actuación de estas fuerzas que no tienen nada de común con los intereses de la clase obrera. En el desarrollo de la huelga de Vizcaya, ten distinto a la de Cataluña por su falta de combatividad, los obreros veían la actividad de elementos extraños, pertenecientes a organizaciones reaccionarias que actuaban para impedir que el movimiento adquiriese al sello combativo que han tenido siempre en Vizcaya todas las luchas dirigidas y organizadas por la clase obrera.

Y no se equivocaban los trabajadores vascos al preguntarse quién dirigía la huelga, porque los propios voceros del nacionalismo vasco han declarado que, sabiendo que la clase obrera del País Vasco, siguiendo la orientación de los comunistas, se preparaba a hacer del 1º de mayo una gran jornada de lucha contra el régimen, ellos quisieron evitarlo para impedir el crecimiento de la influencia de los comunistas, ya que el pueblo sabía que en las protestas de la clase obrera y res.

## Lo que nos han enseñado estas luchas

«Qué nos han enseñado estas luchas?

En primer lugar, estas luchas han mostrado una vez más a los comunistas la necesidad de ligar la agitación con la organización de la lucha. Y cuando la lucha comienza, no conformarse con los éxitos iniciales, sino apoyarse en ellos para conducir la lucha a un grado superior, valorizando justamente la situación y la disposición de las masas a la lucha y no subestimando la fuerza y la influencia del Partido.

En segundo lugar, estas luchas expresan la radicalización y el deseo de lucha de las masas obreras y populares que se han mostrado mayor altura que sus viejos dirigentes. Si no exceptúa a los comunistas, todos los dirigentes de las antiguas organizaciones obreras, enerquistas y catalanistas, fueron sorprendidos por los acontecimientos de Cataluña, y en el transcurso de éstos no fueron capaces de reaccionar y de intervenir con su propia personalidad para impulsar y desarrollar la lucha.

La tercera enseñanza es la comprobación de la inestabilidad del régimen y del estrechamiento de su base social, expresado en la colaboración activa con el pueblo y la clase obrera de industriales y comerciantes, así como la clase media, no sólo en Cataluña, sino en todas partes donde las protestas se han producido.

Cuarto. La constatación sobre el terreno de la juezas de la política del Partido Comunista en relación con la necesidad de la unidad y la posibilidad de la lucha contra el régimen franquista, al mismo tiempo que se ha mostrado el fracaso completo de las tesis enerquistas y socialistas sobre la falta de combatividad de la clase obrera y sobre la posibilidad de la lucha.

del pueblo catalanes, la única fuerza política que había intervenido activamente y con su propia fisionomía eran los comunistas y, por ello, la simpatía hacia los comunistas crecía en todo el país.

Sin embargo, este juego no les dio el mismo resultado en Pamplona. Pamplona es la capital de Navarra, región conocida como la cuna del carlismo y de la reacción, que dio al ejército franquista los requetes y grupos de choque contra la República. Pero en Pamplona existe de antiguo una clase obrera con agudo espíritu de clase, que al conocer los acontecimientos de Cataluña y Euzkadi, se sumó a la protesta, y de forma violenta, cual correspondía a su estado de conciencia y a su necesidad de lucha, protestó contra el régimen franquista.

Contra los trabajadores de Pamplona, al igual que en Cataluña, fueron lanzadas las fuerzas represivas que, dispersando sobre los manifestantes, produjeron varios muertos y heridos, entre ellos algunas mujeres.

Quinto. Estas luchas han mostrado el cambio de táctica de la Iglesia y de la reacción vaticana, que llegan a participar en las protestas populares, e incluso a provocarlas, con el fin de frenarlas y de recoger las masas descontentas, tratando de canalizar su descontento por cauces extraños a la clase obrera y en apoyo de fórmulas ajena y contrarias a los intereses de las masas populares.

Estas experiencias tienen un gran valor para el desarrollo de las luchas futuras, ya que ellas permiten corregir sobre la marcha y en la organización de los grandes combates que ha de librar el pueblo español, las debilidades observadas en el transcurso de los pasados acontecimientos. La lucha es posible y la unidad de todas las fuerzas democráticas y antifranquistas es posible también, como lo han demostrado de manera particular las grandes acciones de la clase obrera y del pueblo catalán.

La conciencia de que la lucha iniciada en Cataluña, es el comienzo de la lucha general por el derrocamiento del franquismo, ha penetrado profundamente en las masas. En todo el país, y particularmente en los centros obreros fundamentales como Asturias, Jaén, Puerto Llano, Coruña y Ferrol, Reino de Segundo, Almadén, Rio Tinto y zonas agrícolas de gran concentración del proletariado comunista cuenta con una gran influencia entre ellos.

## El cambio de régimen está a la orden del día

La cuestión del cambio de régimen en España está hoy a la orden del día, no sólo entre las masas populares, sino entre la propia burguesía.

Exceptuando a una pequeña minoría de banqueros y de grandes industriales ligados con los trusts y las finanzas internacionales, en beneficio de los cuales se desarro-

llan, el proletariado agrícola, crece el descontento de la población y los obreros se plantean cada día con más agudeza la lucha contra el franquismo.

## Insoportable vida de los obreros agrícolas y de los campesinos

Si la situación de la clase obrera en las zonas industriales es dura y penosa, la vida del proletariado agrícola y de los campesinos pobres es verdaderamente insoprible.

De 3.700.000 obreros agrícolas que existen en España, según las estadísticas franquistas, que no dicen toda la verdad, sólo 500.000 tienen un trabajo más o menos seguro. El resto, es decir, 3.200.000 obreros agrícolas, sólo trabajan dos o tres meses al año en el período de la siembra y de la recogida de la cosecha. La dolorosa existencia de estas familias, que la mayor parte del año se alimentan de raíces y plantas silvestres, se refleja en la elevada mortalidad infantil y en la desnutrición de la juventud, que en una considerable proporción es declarada no apta para el ejército por la estrechez torácica y estado de salud deficiente.

Las dificultades y el malestar de los campesinos pobres, víctimas de las rapaces requisas y de un sistema agobiador de cargas y de impuestos, les ha llevado en múltiples ocasiones y en diferentes regiones a negarse colectivamente en un pueblo o en una región a pagar los impuestos o a entregar el fruto de la tierra. En diciembre del año pasado, los campesinos de treinta pueblos de la provincia de Teruel se negaron a entregar al Servicio Nacional del Trigo los cupos forzados de cereales. En esta misma provincia de Teruel, donde de maneras permanentes han existido grupos guerrilleros, las fuerzas armadas obligaron el año 1947 a todos los campesinos de una determinada zona montañosa a abandonar sus hogares y sus tierras para impedir que ayudaran a los guerrilleros. Fueron incendiadas por la policía varias casas de campesinos sospechosos de ayudar a las guerrillas así como centenares de hectáreas de bosque donde suponían que se guardaban los guerrilleros.

Los campesinos pobres y el proletariado agrícola no han olvidado que ellos recibieron la tierra de la República. Y hoy, incluso en zonas campesinas que de siempre fueron consideradas como puntos de apoyo de la reacción, los campesinos pobres y casas de campesinos medios son partidarios de la República, y el Partido Comunista cuenta con una gran influencia entre ellos.

Una idea aproximada del estado a que el franquismo ha conducido al país lo dan los siguientes datos tomados del artículo del periodista George W. Herald, publicado en el periódico norteamericano "United Nations World", del pasado mes de julio, bajo el título "How strong is Franco's army", en el que se examinan las ventajas y desventajas de la participación de España en el bloque Atlántico. En ese artículo se dice lo siguiente:

"El material rodante de los ferrocarriles es tan anticuado, que

se ha reducido de 48 millones de kilómetros en 1929, a 28 millones en 1949". "La cuarta parte de las 2.500 locomotoras que posee España, se hallan constantemente inmovilizadas en los talleres de reparación".

"Como resultado de esto, el país entero está amenazado de escasez de hierro. La producción de hierro ha bajado de 7,9 millones de toneladas en 1920, a 2,5 millones en 1950; el cobre descendió de 2,6 millones a 150 mil toneladas en las mismas fechas. La producción de tabaco disminuyó en un 40 por ciento en los últimos diez años. De los 500 mil toneladas de fertilizantes que España necesita, sólo produce 86 mil y carece de dinero para comprar el resto. Los resultados son que dos millones de hectáreas de tierra laborable han quedado abandonadas desde el final de la guerra civil".

Ya a principios de 1947, el marqués de Urquijo, fallecido no hace mucho, presidente en aquella fecha del Banco Urquijo, una de las instituciones de crédito más importantes de España, en el balance anual presentado ante el Consejo de Administración hacía un detallado análisis de la situación general de España en su industria, en sus ferrocarriles y en su economía agraria, llegaba a las siguientes conclusiones:

"Para colocar a España al nivel de 1936, se necesitarían 450 millones de dólares para reequipar la industria española y sus ferrocarriles;

139 millones de dólares para compra de materias primas; 187 millones de dólares para la adquisición de tractores y maquinaria agrícola;

338 millones para alimentos y forrajes; 800 millones para reparación de carreteras y 300 millones para las fuerzas armadas, lo que hace un total de 2.214 millones de dólares".

El marqués de Urquijo era un hombre conocedor de la materia. Su a

cálculos se basaban sobre realidades y no sobre abstracciones. El no se

proponía hacer de España un país in-

dustrial de primer orden, sino sim-

plemente colocar la industria y la

vida económica de España al nivel de

1936. Y para ello consideraba que

se necesitaban 2.214 millones de dóla-

res. Es claro, por tanto, sin para-

el más lego en economía, que ni los

60, ni los 100, ni los 500 millones

de dólares que barajan los americanos como promesa de ayuda a Fran-

co, no son más que una gota de agua

en el océano de las necesidades eco-

nómicas de España. Tanto más cuanto

que los millones ofrecidos no son

para aumentar la producción agrícola,

destinada a la población civil,

ni para desarrollar la industria

destinada a satisfacer las necesi-

dades nacionales, sino para inten-

sificar la producción de guerra, de

ceros, de extracción de minerales

estratégicos y la construcción de

bases militares. Los dólares ofre-

cidos son para reequipar el ejército

franquista y colocarlo en condi-

ciones de participar en la guerra al

servicio de los americanos.

Es claro, por tanto, sin para-

el más lego en economía, que ni los

60, ni los 100, ni los 500 millones

de dólares que barajan los americanos como promesa de ayuda a Fran-

co, no son más que una gota de agua

en el océano de las necesidades eco-

nómicas de España. Tanto más cuanto

que los millones ofrecidos no son

para aumentar la producción agrícola,

destinada a la población civil,

ni para desarrollar la industria

destinada a satisfacer las necesi-

dades nacionales, sino para inten-

sificar la producción de guerra, de

ceros, de extracción de minerales

estratégicos y la construcción de

bases militares. Los dólares ofre-

cidos son para reequipar el ejército

franquista y colocarlo en condi-

ciones de participar en la guerra al

servicio de los americanos.

Inglaterra no se resigna a per-

der España, es un retroceso de los

ingleses, y esto, para Inglaterra, es

un problema muy serio, no sólo desde

punto de vista de lo que España signi-

fica para Inglaterra como fuente

de materias primas para su industria

y de aprovisionamiento de toda

clase de productos agrícolas para el

consumo interior de Inglaterra, sino

como posición clave en los caminos de su Imperio.

Inglaterra no se resigna a per-

der España, y se resiste a la pene-

tración americana en la Península.

Desde el punto de vista de su polí-

tica de guerra, los imperialistas in-

gleses y su mandatario, el gobierno

laborista, están de acuerdo con los

americanos en servirse de España, en

aprovechar los hombres y las bases

españolas en el desarrollo de su po-

lítica agresiva contra la Unión Soviética y los países de democra-

cias populares. Pero los ingleses quie-

ren ser ellos, y no los americanos,

quienes aporten al bloque Atlántico

los servicios y la fuerza de una Es-

paña reaccionaria; quieren ser ellos,

y no los americanos, quienes dicten

su política en España. Y de ahí sus

esfuerzos por adelantarse en la esca-

na política la figura del pre-

tendiente al trono, con su cohorte de anarquistas, policíaco-monárquicos y de socialistas demócratas, dispuestos a continuarse y desarrollar la política anticomunista de Franco y de los imperialistas.

Este lucha entre los dos buitres imperialistas que se disputan el botín español, explica el interés y el eco favorable que en toda prensa inglesa y en la radio han encontrado las pasadas protestas de las masas trabajadoras españolas y que contrasta, de una manera llamativa y eloquente, con el silencio guardado en todos estos años, desde 1939, en torno a la lucha heroica y desigual del pueblo español, incluso cuando el ejército franquista era movilizado con aviación y artillería contra las unidades guerrilleras que actuaban en Levante, Aragón y

## El pueblo español no acepta ser marcado con el hierro de la esclavitud fascista

El pueblo español está decidido a conquistar la libertad y a restablecer la democracia en España y no retrocederá en su camino, porque renunciar a estos sagrados objetivos sería renunciar a la vida.

El pacto militar de los Estados Unidos con Franco, los créditos que a cambio de la soberanía española y de la hipoteca de España han entregado a un entramado gobernante imperialista, los imperialistas americanos, no resuelven el problema español. No hacen más que aplazar la solución. Y como dice un viejo refrán, "reiré bien el que ríe el último". Que el pueblo español, como lo demostró en su guerra liberadora de 1936 a 1939 contra la agresión fascista, no es un pueblo que acepte resignadamente ser marcado con el hierro de la esclavitud fascista. Las mejores páginas de su historia están aún por escribir. Que Cataluña, como decían los obreros refiriéndose a la impresionante protesta popular, "no es más que el co-miendo".

## Hay que ir a la formación del frente nacional con todas las fuerzas antifranquistas

El Partido Comunista ha propuesto teresas dispares, el objetivo fundamental de todas las fuerzas antifascistas para la lucha franquista debe ser acabar con el franquismo, defender la paz, impedir que España sea arrastrada a la guerra al servicio y beneficio de los imperialistas yanquis.

Influenciadas por la persistente propaganda anticomunista, muchas fuerzas conservadoras que están interesadas en el derrocamiento del franquismo, no actúan lo suficientemente que pudieran hacerlo, obsesionadas por el fantasma comunista que Franco y los imperialistas agitan sin cesar delante de sus ojos.

Cuando en 1942 el Partido Comunista propuso la formación de la Unión Nacional de todas las fuerzas antifranquistas, independientemente de su condición social, de sus ideas políticas y religiosas, para la salvación de España, no lanzaba el

Andalucía.

Perfidamente se estableció a lo largo de estos duros años una conspiración de silencio alrededor de la resistencia del pueblo español, porque Inglaterra trataba de no indisponerse con Franco con vistas al futuro. Ahora, la propaganda inglesa sirve las luchas del pueblo español, tratando de aparecer como simpatizando con esas luchas, e insinuando la necesidad de cambios políticos en España.

Todo ello es demasiado burdo para que el pueblo español no vea qué es lo que quieren los unos y los otros, y cuál es el verdadero objetivo de los laboristas ingleses al aparecer más o menos en desacuerdo con la decisión de los Estados Unidos de establecer un pacto militar con Franco.

sire una consigna sin base y sin contenido. El Partido Comunista establece y estafírmamente decidido a terminar con los sufrimientos de nuestro país y a impedir que España sea llevada a una guerra suicida, y dispuesto, por tanto, a todos los sacrificios para conseguirlo.

La condición previa para defender la vida de España es terminar con el régimen franquista. Y cuando una fuerza política se propone derrocar un gobierno, gobierno que es la expresión de un sistema económico y político determinado, debe pensar con qué puede ser sustituido este gobierno.

## Gobierno provisional revolucionario

En las condiciones actuales de España, el Partido Comunista no se plantea la conquista del Poder y el establecimiento de la dictadura del proletariado, sino el establecimiento de un régimen democrático que restituya al pueblo las libertades democráticas que disfrutó con la República.

Y esto sólo puede hacerlo un gobierno provisional revolucionario, surgido de la lucha de las masas contra el franquismo. Este gobierno debe ser un gobierno antifranquista, democrático, cuya función fundamental ha de ser el restablecimiento inmediato de las libertades democráticas y la convocatoria de una consulta popular para que el pueblo decide, libre y democráticamente, cuál es el régimen que debe ser establecido en España.

Independientemente de los resultados inmediatos obtenidos en estas luchas, puede afirmarse que éstas iniciaron una nueva etapa en la lucha del pueblo español por su liberación, que no cesará hasta que el régimen franquista sea destruido.

Esta es la salida que los comunistas ven a la situación actual y consideran que es la única que puede impedir la catástrofe a donde conduce a España el presente régimen.

Las luchas y protestas de Cataluña han iniciado una nueva etapa en el camino del pueblo español hacia su liberación, y ni los dólares americanos, ni las maniobras inglesas y vaticanas, podrán impedir que el pueblo español lleve hasta el fin la lucha comenzada en Barcelona.

La protección dispensada a

Franco por los imperialistas yanquis hará que esta lucha sea más dura, más penosa, más complicada. Pero el pueblo está dispuesto a conquistar su libertad y no retroceder. En la lucha de cada día templa sus fuerzas y empieza a saber que si una vez sus fuerzas es más fuerte que Franco y su cazarilla de logros y videnterias. Y el pueblo sabe además que no es solo a él, acompañándole con su simpatía y su apoyo moral, está el invencible campo de la paz, encabezado por la gran Unión Soviética, y el abanderado de la paz y de la independencia de los pueblos, el camarada Stalin, que deseas ver al pueblo español libre y feliz, participando con la gran familia de los pueblos democráticos y amigos de la paz, en una España progresiva, independiente y democrática.

(Los subtítulos son de la redacción de MUNDO OBRERO)

# Por la libertad de los 34 militantes obreros de Barcelona

Un policía falangista ha detenido en Barcelona, a fines de junio y durante el mes de julio pasado, 34 militantes obreros, miembros del Partido Socialista Unificado de Cataluña, acusados de dirigir la gloriosa huelga y las manifestaciones de marzo que convocaron a toda España y han abierto una nueva etapa en la historia de nuestras luchas, etapa cuyo clímax analiza la camarada Dolores Ibárruri en el artículo que se publica en este mismo número.

Estos 34 militantes obreros -y no 22 como lo dice la prensa falangista- han estado más de un mes en los calabozos de la jefatura de Policía, sufriendo torturas y malos tratos. Actualmente se encuentran en el cárcel Modelo de Barcelona, procesados y expuestos a una comedia de proceso, en la que los falangistas quieren tomar venganza en las vidas y la libertad de estos valerosos trabajadores comunistas, por la derrota política que la clase obrera y el pueblo entero de Barcelona les influyeron en las históricas jornadas de marzo.

Entre los detenidos está el gran luchador antifranquista, Gregorio López Reimundo, dirigente del P.S.U. de Cataluña; está el campesino de la comarca de Géndase, Francisco Pérez, de limpio historial antifranquista; el obrero textil [REDACTED]; el obrero del transporte José Pagés; el obrero impresor Arturo Flores; la obrera textil de Barcelona, Isabel Vicente, que ya había cumplido con anterioridad más de nueve años de prisión por las luchas de la clase obrera y de todos los antifranquistas por el derrocamiento del régimen de guerra y de fascismo imperante en nuestro país. Corresponde a cada organización del Partido, a sus cuadros y militantes, estudiar y discutirlo hasta en sus más mínimos detalles para sacar de él todas las valiosas enseñanzas que encierra y fortalecer el trabajo y la actividad del Partido en todos los órdenes.

Del análisis científico marxista-leninista, que nuestro gran jefe hace de la situación que las luchas populares han creado en España, particularmente las de Cataluña, extrae la siguiente y capital conclusión: "La cuestión del cambio del régimen en España está hoy a la orden del día, no sólo entre las masas populares, sino entre la propia burguesía".

Hacia ese objetivo, hacia el derrocamiento del franquismo, es necesario organizar y dirigir todos los esfuerzos, elevando el carácter político de las luchas, teniendo en cuenta las ricas experiencias de las y habidas y profundamente examinadas por la camarada Dolores Ibárruri.

Nuestro Partido, artífice de la política de salvación nacional, expresa con claridad inigualada por Dolores Ibárruri, tiene que redoblar sus esfuerzos en la aplicación de su contenido. De ahí la necesidad

de organización de plantas y huelgas en las fábricas de Barcelona y Cataluña para arrancar la libertad de los 34 encarcelados. Es preciso organizar la protesta entre todas las capas sociales contra este nuevo stro-pello franquista.

El pueblo de Barcelona, sostenido por España entera, ha demostrado poseer la fuerza necesaria para conseguir arrancar a sus presos de las garras de los verdugos. El pueblo de Barcelona debe demostrar que no está dispuesto a tolerar que 34 de sus mejores hijos paguen con su libertad y su vida, una acción en la que el pueblo ha manifestado su voluntad de no vivir esclavo.

En toda España debe organizarse también la lucha de masas por la libertad de los dirigentes de la huelga de Barcelona.

Basta de crímenes y atrocidades franquistas! ¡A la lucha hasta arrancar la libertad de los 34 encarcelados del heroico pueblo barcelonés!

## EL ARTICULO DE DOLORES IBARRURI

### Estudiar, discutir y aplicar sus sabias directivas

El magistral artículo de nuestro Secretario General, camarada Dolores Ibárruri, que publicamos en este número, va a jugar un papel de infinitas consecuencias revolucionarias en el proceso y desarrollo de las luchas de la clase obrera y de todos los antifranquistas por el derrocamiento del régimen de guerra y de fascismo imperante en nuestro país. Corresponde a cada organización del Partido, a sus cuadros y militantes, estudiarlo y discutirlo hasta en sus más mínimos detalles para sacar de él todas las valiosas enseñanzas que encierra y fortalecer el trabajo y la actividad del Partido en todos los órdenes.

Del análisis científico marxista-leninista, que nuestro gran jefe hace de la situación que las luchas populares han creado en España, particularmente las de Cataluña, extrae la siguiente y capital conclusión:

"La cuestión del cambio del régimen en España está hoy a la orden del día, no sólo entre las masas populares, sino entre la propia burguesía".

Hacia ese objetivo, hacia el derrocamiento del franquismo, es necesario organizar y dirigir todos los esfuerzos, elevando el carácter político de las luchas, teniendo en cuenta las ricas experiencias de las y habidas y profundamente examinadas por la camarada Dolores Ibárruri.

Nuestro Partido, artífice de la política de salvación nacional, expresa con claridad inigualada por Dolores Ibárruri, tiene que redoblar sus esfuerzos en la aplicación de su contenido. De ahí la necesidad

## La tarea de hoy:

Fortjar les òrganes del Frente Nacional

**L**a cuestión del cambio de régimen en España —dice la camarada Dolores Ibárruri en su artículo "La lucha del pueblo español contra el franquismo"— está hoy a la orden del día, no sólo entre las masas populares, sino entre la propia burguesía. Partiendo de esta situación, puesta de manifiesto a raíz de las grandes luchas de la primavera pasada, las tensiones planteadas entre los comunistas y ante el pueblo español, una tarea capital: ir a la formación de un Frente Nacional "con todas las fuerzas antifranquistas", dispuestas a la lucha contra el fascismo, por la paz y la salvación de España".

Sin la unidad no es posible derrocar al régimen franquista. Pero la experiencia de las luchas pasadas muestra que las masas quieren la unidad, e incluso la realizarán en la acción. Esta unidad tiene hoy un carácter muy amplio. Están interesados en el desmantelamiento del régimen y en el restablecimiento de las libertades democráticas en primer lugar la clase obrera y los campesinos; pero lo están también la pequeña burguesía urbana y la burguesía nacional; es decir, todas las fuerzas sociales del país, salvo una pequeña minoría de grandes magnates ligados con el capital financiero anglo-yanqui.

Es verdad que entre las fuerzas políticas y sociales que están contra Franco hay grandes diferencias; pero puede y debe unirse el interés común de acabar con ese régimen y restablecer la democracia y la independencia nacional. Las cuestiones que hay que resolver hoy son precisamente éstas y no otras. El carácter democrático, por la paz y la independencia nacional, que tiene en la etapa actual la lucha del pueblo español, es lo que exige la creación del Frente Nacional.

Los comunistas tenemos que abordar esta tarea con la mayor audacia e iniciativa. La consigna del Frente Nacional, no es una consigna de agitación. Nuestra camarada Dolores Ibárruri subraya, justamente, en las conclusiones de su artículo, la necesidad de luchar "la agitación y la organización de la lucha". Es necesario pasar a la creación de los órganos del Frente Nacional, en el curso de la lucha, aprovechando todas las oportunidades para ello.

Los comunistas estamos dispuestos a llamar por arriba, con los representantes de las fuerzas políticas y sociales interesadas, a los compromisos políticos necesarios para llevar a cabo el derrocamiento del franquismo. Pero lo que puede decidir un momento dado a esos representantes, lo que puede decidir la rápida creación de un Frente Nacional, es la acción de las masas y los escuadrones de unidad por abajo.

Hoy existen condiciones aquí y, en la medida, para ir a la realización de la unidad por abajo, a la organización de un potente movimiento de Frente Nacional. En las fábricas y lugares de trabajo, donde a diario hay reclamaciones que defender,

(Pase a la pág. 2)

# Mundo Obrero

ORGANO DEL COMITÉ CENTRAL DEL PARTIDO COMUNISTA DE ESPAÑA

MADRID 15 de Octubre de 1937

## Declaraciones del generalísimo Stalin al periódico "Pravda" acerca del arma atómica

"Los agresores querían que la Unión Soviética estuviera desarmada en caso de ser agredida por ellos. Pero la Unión Soviética no está de acuerdo con eso y piensa que hay que recibir plenamente preparada al agresor".

"Yo creo que los partidarios de la bomba atómica podrán aceptar la prohibición de la arma atómica sólo en el caso de que ya no son sus monopolistas".

STALIN

**PREGUNTA:** —Con motivo de las pruebas de la bomba atómica, diversos políticos de los Estados Unidos de América sientan la alarma y gritan que está amenazada la seguridad de los Estados Unidos de América. ¿Existe algún fundamento para esa alarma?

**RESPUESTA:** —Esa alarma no tiene ningún fundamento. Los políticos de los Estados Unidos de América no pueden por menos de saber que la Unión Soviética está, no sólo contra el empleo de las armas atómicas, sino también por su prohibición, porque cesa su producción. Como se sabe, la Unión Soviética ha exigido en varias ocasiones la prohibición de las armas atómicas, pero siempre ha recibido la negativa de las potencias del Bloque Atlántico. Esto significa que, en caso de agresión de los Estados Unidos de América a nuestro país, los círculos gobernantes de los Estados Unidos de América emplearán la bomba atómica. Es precisamente este circunstancia la que ha obligado a la Unión Soviética a tener el arma atómica para recibir plenamente preparada a los agresores.

Naturalmente los agresores querían que la Unión Soviética estuviera desarmada en caso de ser agredida por ellos. Pero la Unión Soviética no está de acuerdo con eso y piensa que hay que recibir plenamente preparada al agresor.

Por consiguiente, si los Estados Unidos de América no piensan atacar a la Unión Soviética, hay que considerar superflua y falsa la alarma de los políticos de los Estados Unidos de América, ya que la Unión Soviética no abriga el propósito de atacar a los Estados Unidos de América ni a ningún otro país.

Los políticos de los Estados Unidos de América están disgustados porque el secretario del arma atómica lo posean, no sólo los Estados Unidos de América, sino también otros países y, ante todo, la Unión Soviética. Ellos quieren que los Estados Unidos de América fueran los monopolistas de la producción de las bombas atómicas, que los Estados Unidos de América pudieran chantajear y esterilizar ilimitadamente a los demás países. Pero, en realidad, ¿con qué fundamento? ¿Con qué derecho piensan así? ¡Acaso dictan los intereses del mantenimiento de la paz semejante monopolio? ¡No será más escrito decir que es exactamente lo contrario, que precisamente los intereses del mantenimiento de la paz exigen ante todo la liquidación de ese monopolio y después la prohibición absoluta del arma atómica!

Yo creo que los partidarios de la bomba atómica podrán aceptar la prohibición de las armas atómicas sólo en el caso de que ya no son sus monopolistas.

Francisco López Raimundo, el joven diri-

## Declaraciones del generalísimo Stalin

(Viene de la pág. 1)

**PREGUNTA:** —¿Qué opina usted del control internacional sobre el arma atómica?

**RESPUESTA:** —La Unión Soviética es partidaria de prohibir el arma atómica y de cesar la producción del arma atómica. La Unión Soviética es partidaria de establecer un control internacional para que se cumpla con toda exactitud y scrupulosidad el acuerdo de prohibir el arma atómica, de cesar la producción del arma atómica y de emplear las bombas atómicas para fines civiles. La Unión Soviética es partidaria precisamente de ese control internacional.

Los políticos norteamericanos también hablan del "control", pero su "control" no parte de que cese la producción del arma atómica, sino de que continúe esa producción y, además, en la cantidad correspondiente a la cantidad de armas primas

que tienen a su disposición unos y otros países. Por lo tanto, el "control" norteamericano no parte de la prohibición del arma atómica, sino de su legitimación y legalización.

De este modo se legaliza el derecho de los incendiarios de guerra a exterminar mediante el arma atómica a decenas y cien-

nares de miles de personas de la población civil. No es difícil comprender que eso no es control, sino una suerte del control, una burla de los siameses de los pueblos. Se comprende que necesario "control" no puede satisfacer a los pueblos pacíficos que exigen que se prohíba el arma atómica y que cese su producción.

## Libertad para los 34 de Barcelona!

(Viene de la pág. 1)

protesta que, como justamente la define Dolores Ibárruri en su artículo, "la lucha del pueblo español contra el franquismo", "...es el odio hacia el régimen, la amargura, la rabia acumulada en 12 años de fábrica de libertad, 12 años de tiranía franquista, 12 años de terror, de persecuciones

La tarea de hoy: Fortjar los órganos del Frente Nacional

(Viene de la pág. 1)

policiales, de privaciones, de miseria, de descenso constante del nivel de vida, 12 años de resistencia pasiva en espera de la ocasión propicia para la lucha".

Los comunistas catalanes, artífices de esta gran lucha, supieron transformar esa resistencia pasiva en acción vanguardista a la clase obrera y al pueblo conciencia de sus fuerzas y creando un duro golpe al régimen de guerra y de muerte del franquismo.

Y contra estos hombres, contra estos hijos de la clase obrera y del pueblo que han sabido luchar en el terreno de los hechos la justa política del Partido Comunista de España; que al trascender al seno de las masas y al hacerla ésta suya en la acción han puesto al descubierto que el régimen franquista no es tan fuerte como él mismo se pinta, Franco quiere tomar ventaja, sin contarnos con los éxitos iniciales.

Los masas han demostrado que quieren la unidad, que están contra todos los obstáculos que impiden su realización. Los comunistas, apoyándose en la voluntad de las masas, debemos esforzarnos prácticamente, por forjar y organizar esa unidad.

Es precisamente en medio de la lucha por organizar y unir a las masas, para luchar el saqueo contra el régimen franquista, en donde la organización de nuestro Partido se fortalece y consolida, y donde comprobamos sus cualidades de fuerza dirigente de la lucha popular y nacional contra el franquismo, por la democracia, la independencia y la paz.

En esta situación deben surgir también grupos de unidad que comprenden a los oficiales patriotas del Ejército que están contra el franquismo porque quieren salvar a España de las ruinas y especialmente de convertirse en una colonia ocupada por los vendidos norteamericanos. Deben formarse también órganos de unidad de los soldados para la lucha contra la guerra, contra la dirección de la lucha popular y nacional contra el franquismo, por la democracia, la independencia y la paz.

## Crean los amigos de Radio España Independiente

La iniciativa lanzada por MUNDO OBRERO en su número de 1 de julio de crear Grupos de Amigos de Radio España Independiente ha encontrado una acogida favorable en todo el país. Los Grupos de Amigos de la emisora de la resistencia se multiplican por toda España.

En algunas localidades, los "amigos" —como se autodenominan los integrantes de los grupos para abreviar el nombre— que no tienen espacio de radio, lo compran colectivamente y lo cuidan como el soldado el arma.

En las condiciones económicas en que se desenvuelven los obreros, los campesinos, los empleados, todos los que en España sufren la inicua explotación del régimen, compran a plazo y colectivamente, ante el escaso de la unidad obrera que debe realizarse impetuosamente por todos los partidos. La clase obrera, unida, en alianza con los campesinos, debe ser la base del movimiento de Frente Nacional.

Mi que decir tiene que en la creación y desarrollo del Frente Nacional corresponde a la clase obrera dar el ejemplo de iniciativa, organización y combatividad a las otras fuerzas del pueblo. Ninguno de las barreras artificiales que tratan de levantar los dirigentes socialistas de derecha y anarquistas, entre los obreros de esas tendencias y los comunistas, debe resistir ante el escaso de la unidad obrera que debe realizarse impetuosamente por todos los partidos. La clase obrera, unida, en alianza con los campesinos, debe ser la base del movimiento de Frente Nacional.

En el campo los órganos de Frente Nacional deben tener también el carácter más amplio. En ellos deben participar todos aquellos —y con excepción de los grandes terratenientes, son casi todos— cuyos intereses están siendo lesionados por el franquismo. Los obreros agrícolas y los campesinos pobres deben ser el alma y el motor del movimiento de Frente Nacional en el campo.

El gran artículo de la camarada Dolores Ibárruri publicado en nuestras columnas en el número pasado, tiene, entre otras cosas, la virtud de dar a los comunistas tercera mano precisa para ir hacia la unidad de todos los fuerzas antifranquistas. Los comunistas no podemos limitarnos a realizar con ese artículo una labor de agitación; debemos ver, allí donde se desenvuelve nuestra actividad, en la ciudad o en el campo, en el taller o en la Universidad; en la vida civil o en el Ejército, como podemos hacer prácticamente a la creación de los órganos de Frente Nacional, es decir, a la organización de las masas. Para ello debe-

Muchos son los Grupos de Amigos de Radio España Independiente ya constituidos en el país, pero es necesario fomentarlos más y ampliar el círculo de los radioescuchas. Entre los vecinos de la calle, del barrio, del pueblo, entre los compañeros de trabajo en la fábrica, en el taller, en la oficina, hay que realizar una amplia acción de propaganda de Radio España Independiente e invitar a quienes se conoce por sus ideas antifranquistas, a acudir al Grupo de Amigos para que escuchen la radio y se conviertan a su vez en difusores de sus informaciones y de su política de lucha por la paz, por la independencia de España y por la democracia.

Más grupos, más radioescuchas, mayor difusión de las informaciones de Radio Espa-

ña Independiente. No es la tarea, y que con todo entusiasmo deben dedicarse los amigos de la "Frente", la causa de la resistencia.

Unidos en la lucha, podremos arrancar de las garras de los verdugos franquistas a nuestras presas. Adelante por la libertad de los 34 de Barcelona!

# LOS NUEVOS PRESUPUESTOS DE GUERRA

La prensa franquista renueva en estos últimos meses su desvergúenza censaria sobre el "abaratamiento de la vida". Sienten los vendepeñistas que, después de las experiencias de las últimas grandes luchas, el pueblo, los españoles todos, no estamos dispuestos a continuar soportando más tiempo las indescrictables condiciones de vida que nos dejó el franquismo. Así, "Pueblo", del 15 de octubre, entonando una vez más la cantinela de la "baja de precios", tiene el cinismo de preguntarse: "¿Qué adquisiciones de elementos imprescindibles pueden hacerse hoy con una hora de trabajo?" Si el sueldo medio es de 16 pesetas, ¿puedes comprarle muchas cosas con dos pesetas que se gane a la hora?

Cualquier podrá contestarle: exactamente, una barra de pan muesabundo e inconfundible de cien gramos de peso.

La oscura fundamental de esta situación reside en la política criminal de preparación de la guerra que realizan los franquistas al servicio y por mandato de sus amos, los imperialistas yanquis. Así lo podemos comprobar nuestro pueblo en su propia carne y ésta es una experiencia que no podrán desvirtuar con su demagogia los jerifaltes falangistas, por ceudoso que sea el torreón de inaudita propaganda que vierten en las cloacas de su prensa.

"Arriba" del 13 de septiembre, en un editorial titulado "Precios y Cambios", no puede negar la relación directa que existe entre la preparación de la guerra y la inflación, es decir, el alza general de los precios y la agravación de las condiciones de vida de las masas:

## La tarea de las tareas

Un sentimiento de alarma y de inquietud estremece a la gran mayoría de los españoles. Maniobras militares en el Norte, ideas y venidas de especialistas militares y de economistas americanos que toman posesión de sus nuevos dominios españoles. El Mediterráneo convertido en mar de guerra. Llegada a España de antiguos jefes hitlerianos de tropas de asalto.

A dónde vamos? se preguntan seguidamente los españoles de todas las escaletas sociales. El que más y el que menos sabe perfectamente que lo que los Estados Unidos persiguen es la ruina de España. La política de preparación de la guerra del Pentágono está colocando al borde de la catástrofe la economía de no pocos países de Europa. Con el alto de defender el Occidente de un enemigo que no existe, los multimillonarios de ultramar están colonizando el occidente europeo. Los obreros de España, de Francia, de Italia, de Inglaterra, ya trabajan para los grandes trusts norteamericanos por jornales 10 veces inferiores a los que tenían que pagarse en los Estados Unidos. El industrial europeo occidental ya no puede producir lo que a él le conviene, sino lo que conviene a los grandes monopolios de la Inglaterra. Suben los precios de los artículos de primera necesidad, se hace cada día más insopportable la miseria de los trabajadores. Las consecuencias de la inflación provocada por la política de preparación de guerra caen a menudo sobre los pueblos.

A dónde vamos a parar? se preguntan miles, millones de personas. La carrera de armamentos, los exorbitantes presupuestos de guerra, la multiplicación de maniobras en tierra, mar y aire, sólo pueden desembocar en un conflicto armado. La guerra, ¿para qué? ¿Por qué? ¿Contra quién? La guerra que los banqueros y militares sin conciencia están preparando sólo serviría para aumentar los dividendos de un puñado de fabricantes de armas. Pero el resto de la humanidad sería la catástrofe más espantosa de la historia, sería la desaparición total de ciudades, de pueblos enteros, bajo los efectos de la bomba atómica. Nadie, ningún hombre, ninguna mujer cabalega, pueden estar de acuerdo con la guerra ni con la política de preparación de la guerra. El desarrollo continuo del movimiento mundial de la paz es prueba de ello. La desenfrenada propaganda fabricada en los Estados Unidos y divulgada por sus vasallos contra los partidarios de la paz, contra la llamada ofensiva de paz, se estrellan en la fuerza de los hechos. Diametralmente engrosan las filas de los combatientes de la paz millares de personas que hasta ahora preferían mantenerse al margen de todo o que habían sido aten-

"El alza (de los precios) se ha visto espolizada sobre todo por las repercusiones del racionamiento. La canalización de medios de producción hacia la industria de guerra ha reducido la disponibilidad de bienes para los consumidores, alterando el equilibrio entre dinero y mercancías y fomentando la tendencia a la inflación".

Este es un reconocimiento explícito de cómo la política de preparación de la guerra, la política de reforzamiento del aparato militar, la dilapidación en la construcción de aeródromos, de bases navales, de vías de comunicación de carácter estratégico de los escasos recursos existentes en el país, han conducido el desastre económico en que hoy se debate España y que con mano maestra ha descrito nuestro Secretario General, camarada Dolores Ibárruri en su reciente artículo "La lucha del pueblo español contra el franquismo".

Año tras año aumentan en los Presupuestos del Estado las sumas ingentes destinadas al mantenimiento de la clase militar y del aparato de la dictadura sangrienta y la ejecución de las construcciones bélicas que interesan a las misiones yanquis. Si, en 1936, los gastos militares, más los correspondientes a los Ministerios de Gobernación y Justicia, representaban el 23,9% del total de los Presupuestos, en 1948 habían subido al 62,5% y en 1951 superaban el 75%. Sólo para los gastos estrictamente militares y represivos, más la Deuda Pública por ellos originada, la Fangle (sin contar los que se disimulan en otros Ministerios como en Obras Públicas y

en la Presidencia) en los presupuestos de 1951 se destinan 15.244,5 millones de pesetas, sobre un total de 19.502,5 millones, es decir, el 78,16%. Mientras tanto, para el Ministerio de Agricultura sólo se consignan 167 millones, menos del 1% (exactamente el 0,86%).

Pero este sumo ingente de millones que figuran en el presupuesto oficial, no refleja ni con mucho la realidad de los gastos de guerra del franquismo. Los realizados al margen del presupuesto alcanzan un volumen todavía más considerable. Para financiarlos se recurre a la deuda pública, es decir a la inflación. Así, por ejemplo, desde el 11 de mayo de 1946 hasta el 30 de junio de este año, se han emitido 4.750 millones de Deuda, con destino a los ferrocarriles comprendidos en el Plan elaborado por la Misión Militar yanqui. Para las obras en los puertos, van ya comprometidos más de 6.000 millones de pesetas. El plan de carreteras estratégicas exigirá un desembolso de 7.000 millones, etc., etc.

La construcción de buques de guerra, de aviones, camiones y armamento, se realiza ya casi totalmente por intermedio del Instituto Nacional de Industria, que tiene sus presupuestos independientes y está directamente controlado por los yanquis. La construcción de cuartelar corre a cargo del Instituto Nacional de la Vivienda. Aparte de todo ello, es necesario tomar en cuenta los 6.000 millones de los presupuestos de los organismos autónomos y los cientos de millones de créditos extraordinarios y suplementos de crédito.

La "ayuda" norteamericana significa ante todo, aceleración de la carrera hacia la guerra. Por eso, al reforzamiento de los pactos concluidos con los yanquis, ha seguido inmediatamente el anuncio de nuevos y cuantiosos incrementos de los gastos militares. En el proyecto de presupuestos para 1952, sobre un total de 2.974,7 millones de pesetas de aumentos, 2.155,6 millones son afectados a los Ministerios de guerra, represión y deuda.

Pero hacer frente a las nuevas exigencias yanquis, los franquistas se proponen recaudar en 1952, impuestos por un total de 22.208 millones de pesetas, esto es 5.531 millones más que lo efectivamente recaudado en 1950. Esto quiere decir que miles de industriales y comerciantes que vivían ya aplastados bajo el peso de las contribuciones e impuestos, verán incrementarse todavía este pesado cargo en un 33% en el próximo año.

Nuestro camarada Dolores Ibárruri, analizando estas perspectivas, escribe en el artículo ya citado:

"En una situación como la que existe actualmente en España, de desequilibrio general de la economía, de atraso industrial, de insuficiente producción agrícola y de falta de materias primas, la preparación bélica impuesta por los americanos significa, en un plazo brevísimo, una agudización sin precedentes de la miseria de las masas, ya que la preparación de un país para la guerra entraña restricción en la producción civil, acumulación de reservas, encarecimiento vertiginoso de los productos de primera necesidad, disminución del nivel de vida de las masas y apagamiento general del país."

Esto ha de llevar como consecuencia inevitable, a la agudización de la crisis, crisis que sólo podrá ser resuelta por la lucha revolucionaria de las masas".

La política del gobierno franquista sólo beneficia a una pequeña minoría de banqueros y grandes industriales ligados con los trusts y las finanzas internacionales. Todas las fuerzas activas del país están interesadas en poner término a una situación que conduce a la guerra, a la agravación de la terrible miseria en que viven los trabajadores, a la liquidación definitiva de comerciantes e industrias arruinadas por la crisis, a la conversión de España en una colonia yanqui. Para acabar con esa política es preciso combate con el franquismo. Esto exige la constitución de un Frente Nacional que conjugue la acción de todas las fuerzas antifranquistas que, por encima de todos los criterios y intereses particulares, sitúen el supremo interés de salvar a España y de defender la paz.

(De Radio España Independiente).



## CARTA DE UN MILITANTE

Respondiendo a la invitación a todos los militantes para que expresen en esta sección sus opiniones sobre la vida política en sus organizaciones, hemos recibido la siguiente carta de un camarada:

En el número de MUNDO OBRERO del 15 de septiembre, ha aparecido un importante artículo titulado: "La vida política en los comités y organizaciones del Partido". En él se nos invita a expresar nuestras opiniones sobre esta cuestión y voy a dar la mía porque lo considero un deber.

Recientemente hemos discutido en el grupo a que pertenezco el trascendental artículo de nuestro Secretario General, camarada Dolores Ibárruri, titulado "La lucha del pueblo español contra el franquismo". El responsable del grupo hizo un informe en el que subrayó las partes del artículo referentes a la política de los dirigentes socialistas y anarquistas, que han venido negando las posibilidades de lucha de la clase obrera y del pueblo. Habilmente manipulando los esfuerzos de estos dirigentes por impedir la unidad, del pacto de los socialistas con los monárquicos y su lucha por destruir las instituciones representativas de la República; como son el vástago del anticommunismo entre la emigración española y agentes serviles de la política de guerra del imperialismo. Se refirió también al levantamiento de las enciendas contra la España franquista, para lo cual Estados Unidos se ha valido de su máquina de votar en la O.N.U. con el fin de reabilitar al régimen de Franco y, apoyándose en él, apoderarse de España y convertirla en plazas de armas para la guerra criminal que el imperialismo prepara contra la Unión Soviética. Otra de las partes señaladas en el informe del responsable del grupo fueron las relacionadas con el estado de miseria de la clase obrera y del pueblo, la elevación constante del costo de la vida, la pretendida "ayuda" americana al pueblo español, finalizando su informe con un resumen sobre las huelgas y manifestaciones de Barcelona, Burkadi, Navarra y Madrid, que han abierto una nueva etapa en las luchas del pueblo español, y sobre la necesidad de crecer en el Frente Democrático Republicano.

Todo esto es justo. Sin embargo, yo he discrepado del informe. He considerado que el artículo de la camarada Dolores no tiene como objetivo abrir y desarrollar algunos aspectos parciales de la política del Partido, sino que, partiendo de la nueva situación creada en nuestro país como consecuencia de las grandes luchas habidas, hace un profundo análisis marxista-leninista de dicha situación y de las diferentes fuerzas políticas, y traza nuevas y claras perspectivas de lucha para cubrir victoriamente la nueva etapa que los grandes movimientos de masas de la primera guerra han abierto, especialmente los de Cataluña.

En el artículo de la camarada Dolores se plantean cuestiones políticas y tácticas totalmente nuevas, en armonía con los cambios producidos, que no han sido tenidos en cuenta ni en el informe del responsable del grupo ni en la discusión. Y estas cuestiones son precisamente las fundamentales. Se han pasado como sobre asueto por las grandes enseñanzas que se desprenden de la huelga de marzo en Barcelona, no obstante la claridad y sencillez con que son expuestas por nuestra camarada Dolores en su artículo. No han sido analizadas y discutidas una por una para extraer de ellas sus valiosas experiencias y lecciones en cuenta en todo nuestro trabajo presente y futuro.

Por no analizar y no discutir suficientemente el artículo de nuestro Secretario General, existe el peligro de convertir en lugares comunes sus malas directivas. La camarada Dolores sitúa en el centro de su artículo la lucha por el derrocamiento del régimen y por la liberación del pueblo. Es a la fin de la etapa iniciada por las luchas de Cataluña. Y para ello traza la táctica que corresponde, táctica que concuerda con el objetivo común de acabar con el franquismo, enheleido por todas las fuer-

zas nacionales lesionadas por el régimen de una u otra manera, fortalecidas por el espíritu y combatividad de la clase obrera. Dolores demuestra, analizando los hechos, que la espíritu unidad que desde hace muchos años preconiza el Partido Comunista de España, es posible, y expone las bases políticas sobre las que puede realizarse en el terreno práctico de la organización el Frente Nacional. La lucha por las reivindicaciones democráticas, contra el pacto de guerra Franco-Truman, por la paz y por las elecciones, sobre este cuestionamiento y yo a dar la mía porque lo considero un deber.

Recientemente hemos discutido en el grupo a que pertenezco el trascendental artículo de nuestro Secretario General, camarada Dolores Ibárruri, titulado "La lucha del pueblo español contra el franquismo". El responsable del grupo hizo un informe en el que subrayó las partes del artículo referentes a la política de los dirigentes socialistas y anarquistas, que han venido negando las posibilidades de lucha de la clase obrera y del pueblo. Habilmente manipulando los esfuerzos de estos dirigentes por impedir la unidad, del pacto de los socialistas con los monárquicos y su lucha por destruir las instituciones representativas de la República; como son el vástago del anticommunismo entre la emigración española y agentes serviles de la política de guerra del imperialismo. Se refirió también al levantamiento de las enciendas contra la España franquista, para lo cual Estados Unidos se ha valido de su máquina de votar en la O.N.U. con el fin de reabilitar al régimen de Franco y, apoyándose en él, apoderarse de España y convertirla en plazas de armas para la guerra criminal que el imperialismo prepara contra la Unión Soviética. Otra de las partes señaladas en el informe del responsable del grupo fueron las relacionadas con el estado de miseria de la clase obrera y del pueblo, la elevación constante del costo de la vida, la pretendida "ayuda" americana al pueblo español, finalizando su informe con un resumen sobre las huelgas y manifestaciones de Barcelona, Burkadi, Navarra y Madrid, que han abierto una nueva etapa en las luchas del pueblo español, y sobre la necesidad de crecer en el Frente Democrático Republicano.

Todo esto es justo. Sin embargo, yo he discrepado del informe. He considerado que el artículo de la camarada Dolores no tiene como objetivo abrir y desarrollar algunos aspectos parciales de la política del Partido, sino que, partiendo de la nueva situación creada en nuestro país como consecuencia de las grandes luchas habidas, hace un profundo análisis marxista-leninista de dicha situación y de las diferentes fuerzas políticas, y traza nuevas y claras perspectivas de lucha para cubrir victoriamente la nueva etapa que los grandes movimientos de masas de la primera guerra han abierto, especialmente los de Cataluña.

El autor de esta carta tiene absoluta razón. En efecto, el artículo de la camarada Dolores Ibárruri constituye un análisis científico de la situación derivada de las luchas y establece, de acuerdo con esa situación nueva, los objetivos revolucionarios que deben plantearse las masas y la táctica para conseguirlos. El ejemplo que brinda este militante al exponer su opinión, debe ser seguido por todos los camaradas que sientan necesidad de hacerlo.

### UN MILITANTE

El autor de esta carta tiene absoluta razón. En efecto, el artículo de la camarada Dolores Ibárruri constituye un análisis científico de la situación derivada de las luchas y establece, de acuerdo con esa situación nueva, los objetivos revolucionarios que deben plantearse las masas y la táctica para conseguirlos. El ejemplo que brinda este militante al exponer su opinión, debe ser seguido por todos los camaradas que sientan necesidad de hacerlo.

## Alerta a las maniobras de los enemigos del pueblo catalán!

**L**a huelga y las manifestaciones de Barcelona han sido un terrible golpe contra el franquismo y el imperialismo; han iniciado el etape de la lucha revolucionaria de masas que pondrá fin al régimen y su política de guerra, hambre y terror.

A partir de la huelga, Barcelona es

objeto de la más grande preocupación no sólo para los franquistas, sino para los imperialistas y sus agentes de todo orden.

Franco y los servicios de espionaje imperialista están preocupados sobre todo por la fuerza y la influencia que en la lucha ha mostrado el Partido de los comunistas catalanes, el P.S.U.C. Algunos de los agentes de esos servicios han llegado a declarar que lo que más les asusta no es que haya huelgas, sino que sean los comunistas quienes dirijan a las masas en esa lucha y cuenten con su confianza y su apoyo.

La detención en Barcelona de los 34 militantes obreros, miembros del P.S.U.C., es el producto de la monstruosa colaboración de todos esos servicios y de sus agentes más diversos. Tenemos datos que confirmar cada vez más claramente que quienes han jugado un papel más directo en la detención de nuestros camaradas han sido los judíos de la banda comorista que se presentan como "el jefe" perseguido de un "comunismo nacional", como un "resistente" y un "antifranquista" valeroso.

Así piensan pagar sus ases a Comandante los servicios policiales que les prestan él y el grupo de Júdias que le rodea y permanecen en Barcelona como su casa y escriben al extranjero diciendo que se encuentran en la ciudad condal dirigiendo la "resistencia".

La banda comorista, y los diferentes agentes imperialistas y franquistas del llamado Movimiento Socialista Catalán, del P.O.U.M. y de la F.A.I., otros grupos provocadores, no se limitan al papel de delatores policiacos. Estamos en condiciones de denunciar que un elemento conocido por el nombre de "Ramon" en esos medios ha sido llevado para Londres, a fin de recibir instrucción.

Corresponsal

Pero estos son ya mayores de edad y no se dejarán engañar. Prácticamente han demostrado su madurez, y es esta desconfianza la que mueve a los imperialistas y sublevados, que denunciamos ante las masas, a menudo con su vigilancia y su actividad sabrán frustrar las organizaciones y militantes del P.S.U.C. sostenidas por las masas.

Correspondiente

ce de los militantes. ¡No se estudia! Esta es la verdad. Por eso los problemas políticos no ocupan en las reuniones. El lugar correspondiente y los cambios de situación no se perciben, a pesar de que en los documentos de la Dirección del Partido fundamentalmente en los de la camarada Dolores Ibárruri, estos cambios se exponen con oportunidad, claridad y espíritu. De este manera, la rutina se convierte en norma.

Una idea de esto nos la proporciona la interpretación que algunos camaradas le han dado a la parte del artículo de nuestro Secretario General relacionado con el gobierno provisional revolucionario. Yo tuve en cuenta en la discusión que la camarada Dolores plantea esta cuestión de una manera nueva; que ella habla de un gobierno provisional revolucionario, "surgió de la lucha de las masas contra el franquismo"; que la lucha del pueblo no está subordinada a las existencias previas de un régimen, sino que debe surgir de la lucha. Esto se debe a la falta de estudio. Si siguiéramos los tesoros consejos de la Dirección del Partido en orden al estudio, tal cosa no ocurriría. La "Historia del Partido Comunista (b) de la U.R.S.S." avanza poderosamente a comprender este cuestionamiento, teniendo siempre en cuenta las diferencias de situación y de momento. En la página 80 y siguiente se dice:

"Lenin entendió que, como resultado de la insurrección victoriosa del pueblo, el gobernante serían habría de ser sustituido por un gobierno provisional revolucionario".

La camarada Dolores aclara y determina concretamente las funciones de un tal gobierno.

Yo he planteado en mi grupo que debemos nuevamente discutir el artículo de la camarada Dolores, porque considero totalmente insuficiente la realizada.

UN MILITANTE

El autor de esta carta tiene absoluta razón. En efecto, el artículo de la camarada Dolores Ibárruri constituye un análisis científico de la situación derivada de las luchas y establece, de acuerdo con esa situación nueva, los objetivos revolucionarios que deben plantearse las masas y la táctica para conseguirlos. El ejemplo que brinda este militante al exponer su opinión, debe ser seguido por todos los camaradas que sientan necesidad de hacerlo.

## Un nuevo y gigantesco plan de transformación de la naturaleza en la U.R.S.S.

Un nuevo plan soviético de transformación de la naturaleza, de proyecciones gigantescas, ha sido hecho público por su autor, el ingeniero Davidov, en un artículo publicado en la revista en lengua inglesa "News", editada en Moscú. El plan tiene a dar el curso de los grandes ríos Obi, Ienisei y Lene, de Siberia, y convertir enormes extensiones del Asia Central, hoy desérticas, en tierras de regadío, en las que se cultivará el algodón, la remolacha azucarera, el arroz, la viña, el caucho, la naranja, etc. El caudal de los tres ríos citados es de 2 billones y 392 mil millones de metros cúbicos al año, es decir, el 62 % del caudal de todos los ríos de la U.R.S.S.

Este plan grandioso es una demostración de las perspectivas ilimitadas de desarrollo y de progreso que el triunfo del socialismo ha abierto a la U.R.S.S. Ante estos proyectos gigantescos de convertir en tierras cultivables extensas zonas hoy desérticas, de transformar el clima de Siberia, etc., las bajas columnas de los desiertos que se estrechan a haber de ser

dotados de ferrocarriles por parte de la U.R.S.S. fuera de sus fronteras, quedan muchas etapas. El plan del ingeniero Davidov es una confirmación más de como la Unión Soviética, bajo la señorial dirección del gran Stalin, concreta sus grandes esfuerzos y su inmenso potencial, incluyendo la energía atómica, en obras de construcción pacífica, para elevar constantemente el nivel de vida de los pueblos de la URSS en marcha hacia el comunismo, y hacer del hombre el verdadero dueño de la naturaleza.

## En el II aniversario de la proclamación de la República Popular China

### Invitación a DOLORES IBARRURI

El 1 de octubre se cumplió el II aniversario de la proclamación de la República Popular China, uno de los hechos más importantes de la historia contemporánea. Con tal motivo, la Presidenta de la Federación de Mujeres de China, Tsai Chang, envió a la gran dirigente del pueblo español y Vicepresidenta de la Federación Internacional de Mujeres, camarada Dolores Ibárruri, la siguiente invitación:

"Querida amiga: El primer de octubre de

"1951 se celebró la fiesta nacional del

segundo aniversario de la fundación de la

República Popular China. De todo corazón

invitamos a usted, amiga de tantas de las

mujeres chinas y de las mujeres del mundo

entero, a asistir a nuestra fiesta. Reciba

un saludo respetuoso de TSAI CHANG".

### Mensaje de Dolores Ibárruri

Querida amiga: Le agradecemos profundamente su cordial invitación a las fiestas del segundo aniversario de la fundación de la gran República Popular China. Trabajos inapelables me impiden celebrar junto a ustedes la grandiosa y histórica victoria del pueblo chino. Pero yo le ruego transmite a ustedes las heroicas mujeres chinas, a su abnegado y combativo pueblo, el glorioso Partido Comunista chino y a su gran dirigente stalinista Mao Tse Tung, mi fervoroso saludo y el saludo del pueblo español.

Vive la amistad del pueblo español con el pueblo chino!

Vivan las heroicas mujeres chinas!

Viva Mao Tse Tung, jefe glorioso de la República Popular China!

DOLORES IBARRURI

igualmente que las medidas militares tomadas por los EE.UU. son medidas de defensa y no persiguen ningún fin de guerra contra la U.R.S.S., u otros países. Tales declaraciones están en contradicción, sin embargo, con los actos de los EE.UU. que demuestran que su gobierno no se preocupa del mantenimiento de la paz. Expresión de ello es, no sólo la agresión contra el pueblo coreano, sino también la constitución de un bloque de agresión atlántico dirigido contra la U.R.S.S. y los otros países demócraticos, la recolonización de Alemania y del Japón, la carrera de armamentos, la creación alrededor de la U.R.S.S. de múltiples bases americanas, etc.

El Gobierno Soviético no puede poseer por alto las declaraciones del embajador sobre "las consecuencias indescriptibles" y las "desavenencias" posibles entre nuestros países, en el caso de que las negociaciones de fiaming Kong no llegasen a una conclusión favorable. No nos está permitido, en primer lugar, preguntar con precisión qué "consecuencias indescriptibles" y qué "desavenencias" se refiere el gobierno americano. Si se trata de la posibilidad de una

agresión creciente de las relaciones entre la U.R.S.S. y EE.UU., es difícil imaginar que pudierangravarse más después de las declaraciones lanzadas al mundo entero por el presidente Truman, según las cuales los acuerdos con la Unión Soviética no tienen más valor que el de un papel mojado. En semejante circunstancia, las pueden tocar en bario las declaraciones sobre el deseo de mejorar las relaciones soviético-americanas?

No sería tal vez más justo suponer que el gobierno de EE.UU. no busca mejorar las relaciones soviético-americanas y cooperar con la U.R.S.S., sino que está interesado solamente en hablar sobre la cooperación y al acuerdo?

Sin embargo, el Gobierno Soviético, que sigue su política de paz, y se esfuerza incesantemente por cooperar con todos los países dispuestos a trabajar con él, está de acuerdo en examinar, con la participación del gobierno de EE.UU., todas las cuestiones importantes en suspensión, y a discutir las medidas de mejoramiento de las relaciones internacionales, comprendidas las relaciones entre la Unión Soviética y los EE.UU. de América.

Perón encargado al dirigente comunista argentino Rodolfo Ghioldi

El Partido Comunista de la Argentina viene sufriendo los más duros golpes

provocados por el régimen político y de corrupción instaurado por Perón, hermano menor del verdugo Franco. Los ahogados y heroicos militantes comunistas, son torturados adictamente por la policía especial y asesinados impunemente. Las bandas policiales y fascistas saquean los locales y domicilios de los comunistas y los escriben a balazos, sin que jamás aparezcan autores.

No obstante, el Partido Comunista de la Argentina, por su justa política, ha permanecido profundamente, durante los años de guerra, la resistencia contra el régimen franquista. Recientemente, en la reunión del Comité Central, fue adoptada una resolución de solidaridad para con nuestro pueblo. Esta resolución, como todos las expresadas por los comunistas argentinos el 13 de julio de 1950, no es una expresión sentimental, sino que se traduce en hechos prácticos.

Desde las trincheras de combate de Es-

paña, elevamos nuestra enérgica condena

por el arbitrario encarcelamiento del

camarada Rodolfo Ghioldi y enviamos a la

Dirección del Partido hermano de la Argen-

tina nuestras fraternalas saludos.

# Por un Pacto de PAZ

**L**a campaña de recogida de firmas en pro de un pacto de paz continúa desarrollándose por todo el país. Queremos hoy detallar dos ejemplos, demostrativos de la amplitud política de la misma. El primero, del que ya hemos informado en el número del 1 de septiembre, se refiere a Barcelona, donde un pliego de firmas contiene las de dos sacerdotes católicos, un ingeniero, un médico, un farmacéutico y dos estudiantes. El segundo ejemplo es de Euzkadi. Un nacionalista vasco ha recogido 17 firmas. Entre los firmantes se hallan 4 socialistas y 3 nacionalistas.

¿Qué indican estos hechos? Confirman que, en todas las capas de la población, entre gentes de las más diversas ideologías, existe un ardiente anhelo de paz, que ni el más salvaje terror fascista es capaz de ahogar. Personas que en períodos anteriores no se preocupaban del peligro de guerras, o que rehuían tomar posición ante él, firman hoy con entusiasmo, cuando se les propone, el llamamiento en favor de un pacto de paz. Esto se debe, en primer término, a que la política de preparación de la guerra del régimen lesionó los intereses de todos los sectores del país, excepto una pequeña minoría de banqueros y magnates ligados directamente al imperialismo yanqui y a la camarilla gobernante, como lo desmuestra magistralmente la gran dirigente de nuestro pueblo, Dolores Ibárruri, en su artículo "LA LUCHA DEL PUEBLO ESPAÑOL CONTRA EL FRANQUISMO".

El dilema de paz o guerra se presenta hoy insoslayable, apresiente ante todos los españoles. Nadie puede ya cerrar los ojos ante hechos como el pacto Truman-Franco, la venida de misiones militares yanquis, el establecimiento de bases estratégicas en España, la declaración de Ottawa calificando a nuestro país de punto fundamental para la guerra atómica, y tantos hechos claros, indicativos de los frenéticos preparativos de guerra del imperialismo. Todo español siente la amenaza pavimentada de la guerra que se cierne sobre él, sobre sus hijos, sobre su hogar, sobre su patria.

En esta situación, si llamamiento por un pacto de paz de las cinco grandes poten-

cias ofrece una base amplísima para que todos los españoles que no quieren la guerra puedan, independientemente de su ideología o fe religiosa, manifestar conjuntamente su fervorosa voluntad de paz. A este llamamiento pueden y deben darse su firma sin ninguna reserva, sin necesidad de renunciar a sus principios ideológicos, tanto el sacerdote como el médico, el obrero y el estudiante, el comunista y el socialista y todos, en fin, los que anhelan la paz. Firmar el llamamiento no implica otra cosa que pronunciarse en pro de la solución pacífica de las cuestiones internacionales mediante un pacto de paz entre los cinco, y en contra de la guerra; por la vida y contra la muerte; por la salvación de España y contra su atomización y aniquilamiento; contra Franco y su régimen de guerra y de hambre.

Dendo a toda la campaña ese carácter amplio-reflejado en los dos ejemplos de Barcelona y Euzkadi que hemos citado-, el movimiento de partidarios de la paz tiene grandes posibilidades para desarrollar e intensificar su acción en pro de un pacto de las cinco grandes potencias. La recogida de nuevos miles de firmas será el fruto de la saudade y perseverancia de los partidarios de la paz, y sobre todo de una tenaz y paciente labor de esclarecimiento político entre todas las capas de la población, para borrar las ideas perniciosas que el imperialismo y sus agentes franquistas, vaticinantes, socialistas de derecha, etc., se esfuerzan por difundir para desarmar a las masas, y en particular la idea nociva de la fatalidad de la guerra. No la guerra no es fatal. Y la trascendental intervención de Stalin, que publicamos en otro lugar del periódico, es un arma poténtissima para redoblar la confianza de todo nuestro pueblo en la posibilidad de hacer regular a los incendiarios de guerra y de salvar la paz.

Para los comunistas es un deber fundamental trabajar con énfasis, sobre la base de la más amplia unidad antifranquista, para que nuevos miles de firmas españolas vengán a sumarse a las ya recogidas, proclamando la voluntad inquebrantable del pueblo español de luchar por la causa sagrada de la paz.

## La recogida de firmas en Euzkadi

La recogida de firmas por un pacto de paz de los cinco grandes ha alcanzado ya un considerable desarrollo en Euzkadi. Han llegado ya a mano de las organizaciones que centralizan las firmas en dicha región los primeros centenares de ellas. Uno de los pliegos, con 17 firmas, ha sido recogido por un obrero nacionalista, que ha conseguido las de cuatro miembros de su partido y las de tres socialistas, entre otros. Este obrero ha explicado al corresponsal de "Mundo Obrero" del siguiente modo, cómo ha llevado a cabo su trabajo:

"-Se me pregunta: ¿Cómo has realizado el trabajo? De la manera más sencilla. En el círculo de mis amistades y conocidos he procurado informarles de la gravedad del peligro de una nueva conflagración, de sus horrores y consecuencias, y de la necesidad imperiosa de unirnos en un trabajo práctico de todos los que sentimos un pacifismo hermoso y progresista. Salvo alguna rare excepción, todos han comprendido esta necesidad. He observado que aquellas personas que más alto nivel cultural tienen, más rápidamente han estampado su firma".

En la mayor parte de los casos los firmantes lo hacen con nombre supuesto a fin de evitar las represalias de la Policía, si por alguna razón se perdiera alguna lista. Otro de los colectores de firmas declara: "Si hubiere la más mínima libertad, en vez de veinte, yo solo habría recogido más de dos mil firmas, pues todas las personas con que se habla están en el apoyo de paz y aunque mucha no se atrevió a firmar, sostienen de todo corazón la lucha por la paz".

## Más de 500 firmas recogidas ya en una ciudad de Levante

Los partidarios de la paz de una ciudad de Levante llevan recogidas ya más de 500 firmas. En una fábrica, han firmado ya más del 50 % de los obreros. En una bodega han firmado todos los vecinos, menos media docena de falangistas conocidos como tales. Existe un gran ambiente favorable a la política de paz de la Unión Soviética y de odio a la política de guerra de los imperialistas norteamericanos.

## CONGRESO ESPAÑOL DE LA PAZ EN MEJICO

La Comisión Española de la Paz, de Méjico, prepara para los días 2 al 4 de noviembre un gran Congreso de los españoles partidarios de la paz. La convocatoria de este Congreso ha sido acogida con entusiasmo por los españoles emigrados en ese país, quienes refuerzan su trabajo de organización de Comités de Partidarios de la Paz para designar sus delegados respectivos. El infame pacto Franco-Truman ha

exacerbado la indignación de los españoles, y hombres y mujeres de todas las tendencias políticas se apresuran a unirse en el movimiento de los partidarios de la paz y a enviar su adhesión al Congreso.

Deseamos a nuestros compatriotas emigrados en Méjico el más rotundo éxito. El deber de todo español patriota dentro y fuera de España, es el de luchar por la paz, que es luchar contra el franquismo.

## El Congreso de Paz del Clero Católico Checoeslovaco

**E**n los primeros días de octubre se celebró en Praga un Congreso de Paz del clero católico checoeslovaco, bajo el lema "De Oriente viene la luz, de Oriente viene la Paz".

Asistieron al mismo más de 1.600 delegados, de los cuales, 531 sacerdotes católicos de Eslovaquia. Los principales informes fueron pronunciados por el Padre Dn Alexander Horák, sobre el tema "El cristianismo en la lucha por la paz", y por el ministro de Sanidad, Padre José Plojhar, que desarrolló el tema "La misión de los sacerdotes católicos en los tiempos actuales".

El Padre Plojhar subrayó en su informe, refiriéndose a los dos campos que hoy están en lucha, el gigantesco campo de la paz y el de los instigadores de guerra, destacando como en el primero se encuentran decenas de miles de sacerdotes sacerdotes de la paz, mientras que en el campo de los instigadores de guerra, en el del capitalismo y el imperialismo, a cuyo servicio se ha puesto la política del Vaticano, están aquellos que todavía no se han dado cuenta del Vaticano y que les conduce este político. "Aquí es preciso hacer diferencias con total claridad" -dijo el Padre Plojhar- entre la más alta autoridad de la Iglesia Católica en cuestiones de fe y las actividades del Vaticano, como portavoz político. Nosotros continuamos diciendo somos y continuaremos siendo sacerdotes católicos para quienes la más alta autoridad eclesiástica es decisiva en cuestiones de fe y de religión. El Santo Padre es reconocido por nosotros como la cabeza dirigente de la Iglesia Católica, Apostólica y Romana. Sin embargo, nosotros mantenemos una opinión diametralmente diferente a la política del Vaticano, que está por completo al servicio del imperialismo". "No estamos de acuerdo con el Vaticano, que expresa su simpatía por la España franquista. Franco es para nosotros el Franco sangriento, aunque sea portador de poderes pontificios. No estamos de acuerdo con el Papa, que el 16 de abril de 1939, durante su discurso por radio al pueblo español, llamó a los insurrectos y mercenarios franquistas "sus más fieles hijos" y les felicitó por su victoria".

## La campaña de recogida de firmas por un Pacto de Paz

Sigue con intensidad la campaña de recogida de firmas por un Pacto de Paz entre las cinco grandes potencias en los países de América Latina. Hasta septiembre, sólo en cuatro países, las firmas españolas recogidas suman 175.160, distribuidas como sigue:

Méjico.....	55.894
Uruguay.....	55.412
Cuba.....	37.854
Argentina.....	24.000
Venezuela.....	2.000
Total	175.160 firmas.

## En África del Norte

Entre los españoles residentes en Argelia y el Marruecos francés, pese a todas las trabas y persecuciones de las autoridades francesas, inspiradas y dirigidas por los ocupantes americanos, que están convirtiendo a África del Norte en un gigantesco arsenal, la lucha por la paz y la recogida de firmas por un Pacto de Paz se desarrolla con entusiasmo.

Hasta el mes de septiembre se habían recogido en Orán 6.000 firmas por un Pacto de Paz; en Casablanca, 5.000 y en Argel 2.500.

## En Francia

Continúa la campaña de recogida de firmas en Francia en pro del llamamiento del Consejo Mundial por un Pacto de Paz y contra el pacto Franco-Truman. En muchos departamentos de Francia, las firmas españolas recogidas superan a las obtenidas en la campaña anterior contra el empleo de la bomba atómica. Esta es la respuesta que los españoles emigrados en Francia le han dado a las vilas persecuciones, expulsiones y deportaciones de republicanos españoles, perpetradas por el gobierno fascista francés.

Aan: H.B.  
Van: B. IX.

Doorgronding  
H.C.  
B.II

Betreft: Dolores Ibarruri, alias Passionaria.  
Bijlage: Foto van betrokkene.

OPNAME	15
ACD	15
DAT	16/10/50
PAGE	17

6.15  
19.3.6.8.12

F - W - IV
23 OCT. 1950
ACD

**6N1** Dolores Ibarruri, geboren 9 December 1895 te Gallarta in het mijngebied van Vizcaya(Spanje), is de algemeen secretaresse van de Spaanse Communistische Partij. Haar vader was mijnwerker, evenals haar broer en de man met wie zij in het huwelijk trad.

Reeds in haar prille jeugd las zij de in het Spaans vertaalde Marxistische werken en discussieerde met haar dorpsgenoten over de vraagstukken, die in deze boeken werden behandeld. Op 20-jarige leeftijd trad zij in het huwelijk en reeds drie jaar daarna verscheen in de arbeiderspers een artikel van haar hand. Het artikel was ondertekend met de schuilnaam "Passionaria". Reeds spoedig stond zij bekend als een der meest gevierde schrijfsters, terwijl zij ook als spreker op vergaderingen zeer gewild was.

In 1921 vond het eerste congres van de Spaanse Communistische Partij plaats. Passionaria was hierbij tegenwoordig als gedelegeerde.

Gedurende de tijd van Primo de Rivera nam betrokkene reeds een zeer belangrijke plaats in. In 1930 werd zij tot lid van het centrale comité van de partij gekozen en in 1932 in het politiek bureau.

In 1932 werd zij gearresteerd te Madrid. Zij werd veroordeeld tot 18 jaar gevangenisstraf. Tijdens het proces verdedigde Passionaria zichzelf. Gedurende de Spaanse burgeroorlog bevond zij zich weer op vrije voeten en reisde verschillende malen naar Frankrijk om daar op vergaderingen te spreken en op steun aan te dringen.

Zij werkte zeer nauw samen met José Diaz, geboren 27 April 1896 te Sevilla(Spanje) en overleden 21 Maart 1942 te Tiflis(Georgie) na een lang ziekbed in de Sovjet-Unie.

Betrokkene is ook verschillende malen in de Sovjet-Unie geweest om daar congressen van de Communistische Partij bij te wonen.

's-Gravenhage, 4 October 1950.

Gerec C.O.

39.

Waar haal B.II

9.10.50

B.II X 12.10.50  
Gerec B.II 14.10.50

NOTA  
Van: KA-RA

UITGEBOEKED

Op 20.5.1950 werd de bijlage van 82111 (MUnde Obrere en verweerschrift  
Comorero) aan de Hr. Reg.Commissaris in Mlg.Dienst teruggestuurd.

20.5.1950. 26

Bijlagen : twee

nog?

ET O.K.
ACD/
DAT:
PAR:

GEHEIM

21-3-50  
ACD 82111

9 Maart 1950.

- Land : Spanje.  
 Soort Informatie : Politiek.  
 Onderwerp : Communisme in Spanje.  
 Datum van waarneming : November 1949 - Februari 1950.  
 Bron : Betrouwbaar persoon te Madrid.  
 Opmerking :  
     1) Een copie van deze aantekening is gezonden aan de Minister-President en aan de Hoogedel-gestrenge Heer Dr.H.N.Boon.  
     2) Ik doe U hierbij eveneens ter inzage toekomen het exemplaar van de "Mundo Obrero" van 10 November 1949, waarin de Catalaanse communistische leider Comorera door het partij-bestuur wordt aangevallen, evenals het ook in het Spaans gestelde, 12 bladzijden tellende, verweerschrift van Comorera van 14 November 1949.

## Aantekening over het communisme in Spanje.

Hoewel van het Spaanse communisme, zoals zich dat de laatste jaren ontwikkeld heeft, betrekkelijk weinig bekend is, mag worden aangenomen, dat de communistische partij in Spanje, ofschoon klein, tamelijk goed georganiseerd is. Men krijgt de indruk, dat de Spaanse communisten zeer voorzichtig te werk gaan, weinig risico wensen te lopen en hun tijd willen afwachten.

Zoals bekend, bestaat er geen contact tussen de communisten en de verschillende groeperingen van het ondergrondse verzet tegen het huidige regime, zoals deze zich verenigd hebben in het C.I.C. De Monarchisten, Republikeinen, Socialisten en Anarchisten, die in dit C.I.C. -zij het dan ook met veel moeilijkheden en onderlinge wrijving- samenwerken, hebben zich steeds duidelijk van de communisten gedistancieerd.

De Spaanse communisten geven een aantal bladen uit, die deels in Frankrijk, deels in Spanje worden gedrukt. De bekendste daarvan zijn :

1. "Mundo Obrero", uitgegeven door de Franse communistische partij te Parijs (Redactie en Administratie :

-2.-

9 Maart 1950.

59-61, rue La Fayette, Paris 9e.) Het blad wordt Spanje binnengesmokkeld in vrij geringe aantallen, hetgeen ten gevolge heeft dat gretig naar nummers wordt gevraagd, waardoor zo mogelijk de nieuwsgierigheid naar de inhoud wordt vergroot ;

- 1. "Nuestra Bandera", uitgegeven in Catalonië in het Catalaans;
- 2. "Lluita", eveneens in de landstaal vermenigvuldigd en verspreid. De "Lluita" houdt zich voornamelijk bezig met typisch Catalaanse kwesties.

De communisten in Catalonië hebben zich met een aantal linkse Socialisten verenigd tot de Socialistische Eenheidspartij van Catalonië. Ook andere uiterst linkse, socialistische en andere thans verboden groepen, hebben zich in deze Eenheidspartij opgelost.

Onder de Spaanse communisten in het buitenland kan men drie stromingen onderscheiden, die ieder hun aanhangers in Spanje zelf hebben :

- 1. een strijdlustige groep onder leiding van Dolores Ibarruri ("La Pasionaria"), die het Spaanse probleem tot een oplossing wenst te brengen door een nieuwe burgeroorlog;
- 2. een groep onder leiding van Castro Delgado, die -tot nog toe zonder enig succes- wil samenwerken met andere anti-Franquista'sche groepen, zowel op sociaal als op politiek terrein;
- 3. een opportunistische groep onder leiding van Jesús Hernández, voormalig Minister van Volksonderwijs, thans verblijf houdend in Mexico, welke groep de oplossing van het probleem wenst af te wachten om dan, al naar gelang de uitslag, haar houding te bepalen.

De in Parijs wonende Algemene Secretaris van de Socialistische Eenheidspartij van Catalonië, Juan Comorera, is in "Mundo Obrero" van 10 November j.l. heftig aangevallen en beschuldigd van een soort Titoïsme. Bovendien werd hem voor de voeten geworpen, dat hij zich praktisch uitsluitend wijdde aan de bevordering van de solidariteit onder de Spaanse arbeiders, waardoor de "belangen" van de Sovjet-Unie in het gedrang kwamen.

Inderdaad heeft Juan Comorera, tezamen met Rafael Vichella, steeds communistische propaganda gemaakt in de geleideren der C.N.T. (het Anarchistische Vakverbond) in Catalonië.

Comorera heeft deze aanval van de partij op zijn beleid beantwoord met een verweerschrift, gedateerd 14 November 1949, dat hij in Catalonië heeft laten verspreiden. Bovendien hebben Comorera en een aantal van zijn aanhangers, die eveneens uit de partij waren gestoten, zich onlangs in een smeekschrift tot Stalin

-3.-

9 Maart 1950.

gewend en op de meest onderdanige wijze om vergiffenis voor hun "misdaden" gevraagd. Tevens werd verzocht een onderzoek te laten instellen naar de beschuldigingen, die door de communistische partij tegen hen waren ingebracht.

Het nieuwe partijbestuur, bestaande o.a. uit de eveneens in Frankrijk vertoevende leden Vidiella en Moix, zet in tussen zijn offensief tegen Comorera c.s. voort en bereidt op het ogenblik een congres voor, waarop de kwestie Comorera besproken zal worden.

Een contactman van de communisten in Spanje, een zekere Angel Ortiz Ortiz, zonder vaste verblijfplaats, van beroep monteur, ontvangt zijn instructies via "Radio Pirineos", een zeer sterke communistische zender, waarschijnlijk in Moskou gevestigd. Dat de communisten in Spanje over goede contacten beschikken, moge blijken uit het feit, dat de besluiten, die 's morgens in de Spaanse Ministerraad worden genomen, dezelfde avond via genoemd radiostation bekend worden gemaakt.

A.

ONBELEID

KABINET VAN DEN  
MINISTER-PRESIDENT

Antwoord te richten aan den  
Regeringscommissaris in Al-  
gemeenen Dienst.  
Plein 1813 nr. 4, Den Haag

's-Gravenhage, 14 Januari 1948.  
Plein 1813, No. 4

16 JAN 1948

ACD/2767f

C

BUREAU B

23-1-48

U 8533 - C 56 - KH 2.

Volgens een opgave van de  
Tijdelijk Zaakgelastigde te Madrid werden  
in een proces, dat op 19 December 1947  
in Spanje plaats vond naar aanleiding  
van communistische terreurdaden, de op  
bijgaande lijst vermelde communistische  
leiders veroordeeld.

Dé Regeringscommissaris  
in Algemene Dienst,  
voor deze:

Nelink

P.J.M. Driebeek.

Aan de Centrale Veiligheidsdienst,  
Javastraat 68,  
's-Gravenhage.

(A)

37263 - '48

127674

	<u>NAAM</u>	<u>GEEISTE STRAF</u>	<u>BIJZONDERHEDEN</u>
KNV	Agustin ZOROA	doodstraf.	
KNV	Eladio AMADOR	doodstraf: omgezet in 30 jaar gevangenisstraf	belast met cellen- vorming in fabrieken enz.
KNV	Lucas HUNO	doodstraf	Commandant communis- tische guerilla- benden
KNV	José Luis FERNANDES	doodstraf: omgezet in 30 jaar gevangenisstraf	belast met code-dienst
KKV	Manuel Hernandes	doodstraf: omgezet in 30 jaar gevangenisstraf	belast met organisatie explosieve stoffen.
KNV	Teodoro CARRASCOAL	gevangenisstraf	adjunct militair
KNV	Casimiro GOMEZ	"	
RNV	Juan José BERMUDEZ	"	belast met radio- dienst
KNV	José MENENDEZ		chef propaganda
KNV	Francisco LEON	"	
KNV	Francisco HUERTANO	"	
RNV	Pilar CLAUDIN	"	vr <u>e</u> uw
KNV	Cecilia CERDENA	"	vr <u>e</u> uw, weduwe in gevangenis overleden communist.
KNV	Faustina ROMIRAL	"	vr <u>e</u> uw
KNV	Juan MOLINA	"	
KNV	Aurora SANCHES	"	vr <u>e</u> uw
RNV	Fernando CASSI	"	
RNV	Leandra CORRALES	"	vr <u>e</u> uw
KNV	EULALIA MIGUEL	"	vr <u>e</u> uw
RNV	Roque COLLADO	"	
KNV	Ansencia IZQUIERDO	"	vr <u>e</u> uw
KNV	Antonio MENENDEZ	"	
KNV	Eduardo HUERTA	"	